



*La moitié de
l'histoire ne suffit
jamais: les menaces
auxquelles sont
confrontées les
femmes journalistes*



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Commission
canadienne
pour l'UNESCO



jdh | Journalistes pour
les Droits Humains

Tables des matières

La moitié de l'histoire ne suffit jamais : les menaces auxquelles sont confrontées les femmes journalistes et ce que nous pouvons y faire 2

Par : Rachel Pulfer

Pays : Canada

Les menaces qui pèsent sur les femmes journalistes autochtones au Canada – et ce qui peut être fait pour les aider 11

Par : Karyn Pugliese

Pays : Canada

La stigmatisation et les stéréotypes empêchent les femmes de réussir en tant que journalistes dans la région des Grands Lacs africains 22

Par : Sandra Safi Bashengezi

Pays : République démocratique du Congo (RDC)

Entrer le domaine des hommes : les défis auxquels sont confrontées les femmes journalistes dans les zones de conflit 29

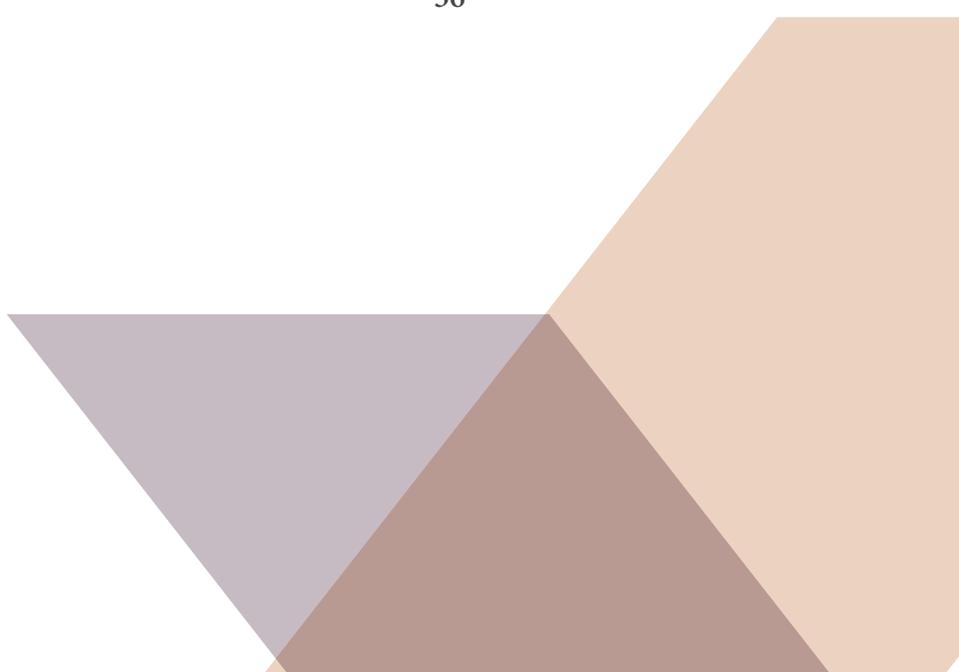
Par : Nisreen Anabli

Pays : Syrie

Remerciements 36

La moitié de l'histoire ne suffit jamais : les menaces auxquelles sont confrontées les femmes journalistes

K34-13/2020F-PDF
978-0-660-36657-9



La moitié de l'histoire ne suffit jamais : les menaces auxquelles sont confrontées les femmes journalistes et ce que nous pouvons y faire

PAR : **RACHEL PULFER** PAYS : **CANADA**

Rachel Pulfer est une journaliste canadienne et une dirigeante d'une organisation à but non lucratif qui a travaillé dans la presse écrite de 1999 à 2009. De 2009 à 2010, elle a été boursière en journalisme Webster McConnell William Southam à Massey College, qui fait partie de l'Université de Toronto. Elle est ensuite devenue directrice des programmes, puis directrice générale de Journalists for Human Rights (JHR), la principale organisation canadienne de soutien au développement des médias. Elle est également co-éditrice de cette série. Basée à Toronto, au Canada, Pulfer travaille à amplifier la voix des femmes et des jeunes filles et à renforcer leurs droits humains dans le monde entier. Elle a récemment lancé le plus grand programme jamais réalisé par JHR, Canada World : Voice for Women and Girls, en partenariat avec Affaires mondiales Canada.



RÉSUMÉ

Ce document de recherche, rédigé par une journaliste canadienne qui dirige des initiatives de soutien au développement des médias au Canada ainsi qu'en Afrique et au Moyen-Orient, se concentre sur les défis auxquels sont confrontées les femmes journalistes lorsqu'elles s'efforcent de faire progresser leur carrière, et sur les façons dont ces dernières, ainsi que les responsables de salles de rédaction, les alliés masculins et les acteurs de la communauté internationale, peuvent contribuer à atténuer ces défis.

L'auteure a rédigé ce document à partir de trois sources : son expérience personnelle, des entretiens avec des journalistes de premier plan, notamment Maria Ressa, PDG de Rappler, Lisa LaFlamme, rédactrice en chef et présentatrice en chef de CTV News, Sally Armstrong, journaliste et spécialiste des questions de genre, et Rodney Sieh, éditeur et rédacteur en chef de FrontPageAfrica au Liberia, ainsi que des études sur l'égalité des sexes et des analyses sur la promotion des femmes dans les médias.

Le document examine :

- l'influence des attaques sexistes et du harcèlement sexuel au niveau mondial ;
- l'impact mondial de #MeToo ;
- la question de savoir à qui appartiennent les salles de rédaction dans lesquelles les femmes travaillent et l'impact sur la promotion des femmes ;
- le mouvement antiraciste 2020 et ses implications pour, en particulier, les femmes de couleur dans les environnements médiatiques occidentaux ;
- et ce que ces tendances signifient pour la manière dont les femmes sont représentées dans les médias et perçues dans la société.

Cet article présente également trois autres articles de cette série, rédigés par des femmes journalistes de premier plan, Nisreen Anabli de la Syrie, Sandra Bashengezi de la République démocratique du Congo, et Karyn Pugliese, journaliste algonquine et Pikwàkanagàn et professeure travaillant au Canada.

AU DÉMARRAGE

Depuis mon entrée dans la profession en 1999, le Canada a connu une certaine évolution en ce qui concerne l'expérience des femmes dans les médias. Un incident des premières années est encore présent dans mon esprit.

Je travaillais dans un magazine d'affaires et j'étais la seule femme à la direction d'une salle de rédaction composée principalement d'hommes âgés. Je me souviens d'un débat absurde dans la salle de rédaction lorsque j'ai demandé pourquoi nous ne mettions pas les femmes en couverture, pour me faire dire que la *seule* fois où le magazine l'avait fait, c'était l'édition la moins vendue de son histoire. (D'ordinaire, un journaliste offrant un échantillon d'une personne comme preuve concluante d'un problème systémique serait ridiculisé. En l'occurrence, c'était l'argument décisif qui avait permis de garder les femmes à l'écart de la couverture pendant des années).

Kathy English est l'ancienne rédactrice publique du Toronto Star, et maintenant présidente de la Fondation pour le journalisme canadien. Elle est journaliste depuis plus de 40 ans.

Elle a gravi les échelons de la salle de rédaction du Toronto Star dans les années 1980 et décrit un scénario dans lequel il y avait « de la place pour une seule gentille *filles reporter*, et où les femmes s'affrontaient les unes les autres ».

English a aidé à coordonner un groupe de femmes qui militaient pour le changement : « Star Women on the Move Up ». Elles ont fait une analyse de contenu des missions que les hommes et les femmes se voyaient confier. Il s'est avéré que les hommes obtenaient les histoires susceptibles d'accélérer l'accès à une promotion, alors que les femmes se voyaient attribuer des articles sur des sujets plus légers et de moindre importance, par exemple sur le style de vie, ce qu'on qualifie souvent de « fluff » en anglais.

« Ce genre de rencontres a permis de sensibiliser les gens », explique English. Mais cela n'a pas empêché que, par exemple, le fait d'avoir un enfant ne soit pas considéré comme un problème de ressources humaines, mais plutôt comme un problème de femme à assumer par elle-même.

Je suis heureuse de pouvoir dire que les choses ont quand même changé pour le mieux au Canada en 2020. Nous avons vu la journaliste d'investigation Robyn Doolittle briser les stéréotypes sur les journalistes d'investigation, tout en bouleversant les pratiques de la police avec son enquête intitulée « Unfounded » sur l'inaction systématique de la police face aux plaintes d'abus sexuels. En 2011, Lisa LaFlamme a pris la relève de CTV National News, la principale émission d'information au Canada, et a rapidement accru son audience et allongé sa longue liste de récompenses. En 2017, Irene Gentle est devenue rédactrice en chef du Toronto Star et a marqué l'histoire en devenant la première femme rédactrice en chef d'un grand quotidien des médias canadiens anglais. (Lise Bissonnette du quotidien francophone Le Devoir l'avait précédée en 1990). Les

femmes occupent également les postes les plus élevés à la CBC (Catherine Tait), au magazine The Walrus (Jennifer Hollett) et au magazine Maclean's (Alison Uncles). La présidence et la direction générale de la Fondation pour le journalisme canadien, une organisation à but non lucratif qui soutient les journalistes, sont toutes deux occupées par des femmes, tout comme la présidence sortante de l'Association canadienne des journalistes, qui était assurée par Karyn Pugliese.

Mais les statistiques révèlent une réalité plus complexe. Selon une étude de Women in View datant de 2019, le pourcentage de femmes ayant travaillé comme scénaristes, réalisatrices et cinématographes à la télévision publique entre 2014 et 2017 s'élève à un quart du total, l'APTN étant en tête avec 27,3 %, suivie de près par la CBC avec 26 %. Lorsque les femmes étaient employées comme présentatrices, leurs émissions atteignaient une répartition paritaire pour les postes de scénaristes, de réalisateurs et de directeurs de la photographie. Lorsque le programme était présenté par des hommes, le pourcentage de femmes employées dans ces fonctions chutait à 14 %.

Aux États-Unis, selon le rapport Status of Women in the U.S. Media 2017 du Women's Media Center, la proportion de femmes dans les salles de rédaction des journaux en 2017 n'était que de 38,1 %. Par rapport à leur étude précédente, ce résultat signifie que le pourcentage de femmes journalistes travaillant pour des journaux américains n'a augmenté que de 1,3 % entre 1999 et 2017. La disparité entre les genres est toutefois plus prononcée dans le domaine de la diffusion des nouvelles : les hommes présentent 74,8 % des nouvelles, les femmes seulement 25,2 %.

Si vous regardez de plus près qui se retrouve cité dans les médias, vous découvrirez également des chiffres étonnants. Une analyse de contenu réalisée en 2016 par Marika Morris pour Informed Opinions a révélé que malgré la progression des femmes dans les postes à responsabilité, ce sont encore très majoritairement les hommes qui sont cités. Sur plus de 1400 contenus de médias d'information canadiens étudiés, 71 % des citations proviennent d'hommes.

Là où les femmes journalistes et les sources reçoivent une attention massive, c'est dans les attaques en ligne sur les médias sociaux. Comme l'ont bien montré des études menées au Canada et dans le reste du monde, les femmes sont victimes d'attaques disproportionnées en ligne. Selon le UN Broadband Commission Report de 2015, jusqu'à 73 % des femmes et des filles sont victimes d'abus en ligne à l'échelle internationale.

Le leadership et la visibilité accrue des femmes peuvent servir de paratonnerre pour des attaques toujours plus personnalisées de la part du public et des autorités. Selon Lisa LaFlamme, les plus grandes menaces auxquelles elle est confrontée aujourd'hui se trouvent sur les médias sociaux : « Les attaques anonymes et vitrioliques qui confirment que le fait d'être une femme journaliste fait toujours de vous une cible pour les trolls, quels que soient les progrès réalisés dans le "monde réel" ».

Ou encore, considérez les expériences extraordinaires de la journaliste philippine Maria Ressa.

La carrière de Maria Ressa relie le Nord et le Sud. Anciennement journaliste d'investigation principale et chef de bureau pour CNN en Asie, elle a su tirer parti de son expérience au sein du réseau américain pour co-fonder le conglomérat de médias



Sur plus de 1400 contenus de médias d'information canadiens étudiés, 71 % des citations proviennent d'hommes.

philippin Rappler, dont elle est aujourd'hui la directrice générale. « Il y a environ six ans, Demos a fait une étude », a déclaré Ressa dans le cadre d'une vidéoconférence depuis Manille. « Cette étude a révélé que les femmes sont trois fois plus souvent victimes de harcèlement en ligne que les hommes. Aujourd'hui, le taux de harcèlement en ligne est dix fois plus élevé que celui des hommes. » Ressa elle-même reçoit des messages de haine en ligne à un rythme de 90 par heure. Sa visibilité mondiale en tant que dirigeante la plus réputée d'un groupe médiatique aux Philippines et son statut d'icône internationale de la liberté de la presse est devenue une épée à double tranchant.

SYNDROME DE L'IMPOSTEUR

Un autre facteur qui a freiné les femmes a été leur propre attitude vis-à-vis de leurs compétences et de leurs capacités. De nombreuses femmes journalistes de renom admettent lutter contre le syndrome de l'imposteur, le sentiment que, malgré toutes les preuves du contraire, vous n'êtes pas qualifiée pour faire le travail que vous faites. La disparité entre les genres dans ce domaine s'exprime le mieux dans le fossé bien documenté entre la confiance en soi et les compétences, un phénomène qui se traduit par un homme qui pose sa candidature pour un emploi même s'il se considère qualifié à 60%, alors qu'une femme ne le fera pas, bien que dans de nombreux cas elle soit plus qualifiée que ses collègues masculins. Lisa LaFlamme a expliqué que lorsqu'elle se rend à l'étranger en tant qu'ambassadrice pour Journalists for Human Rights ou d'autres organisations non gouvernementales internationales, travaillant avec de jeunes femmes journalistes au Canada, en Afghanistan ou en République démocratique du Congo, un point commun demeure leur sentiment de doute. « Il se peut qu'elles surpassent leurs collègues masculins à tout moment, mais elles semblent souffrir d'un manque d'estime de soi », rapporte Mme LaFlamme. « L'écart de confiance est peut-être la seule chose qui n'ait pas changé en 33 ans ».

#METOO

Aussi bien « en ligne » qu'« hors ligne », le mouvement #MeToo a contribué à mettre les problèmes systémiques de harcèlement, d'exploitation et d'abus sexuels sur le lieu de travail à l'ordre du jour des responsables des salles de rédaction. Selon Sally Armstrong, journaliste canadienne de renom et experte mondiale dans le domaine des droits des femmes, cela a aidé les femmes à faire entendre leur voix, à exercer leurs droits, à dénoncer les agresseurs sur le lieu de travail et à se battre pour modifier les politiques des salles de rédaction afin de garantir une diversité et une inclusion plus substantielles.

De plus en plus de salles de rédaction sont désormais régies par des politiques de harcèlement contenant des dispositions conçues explicitement pour protéger les femmes, les personnes non binaires et les transsexuels contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels. Tout cela a, en théorie, contribué à donner aux femmes journalistes les moyens de faire leur travail, sans craindre de devoir coucher avec leur patron (ou leur source) pour exercer leur droit au travail.

En résumé, la plupart des personnes interrogées reconnaissent qu'il y a eu quelques progrès. Lisa LaFlamme raconte qu'elle est entrée dans une salle de rédaction il y a 30 ans, pour se retrouver confrontée à une série de photographies de femmes nues dans

des poses soumises, étalées sur les murs. « Trois décennies plus tard, les photos sexy ont disparu des salles de montage », rapporte Lisa LaFlamme. « Et quand il s'agit de genre, le personnel de la salle de rédaction représente mieux la communauté que nous couvrons. En fait, dans de nombreux endroits, il y a plus de femmes que d'hommes. »

INTERSECTIONNALITÉ

Durant la vague de lutte contre le racisme de l'été 2020, les journalistes ont partagé des messages, des fils de discussion et des tweets décrivant des expériences communes d'isolement, d'hostilité et de racisme pur et simple dans les salles de rédaction. Des femmes noires, autochtones et d'autres femmes de couleur ont mené la critique.

Christine Genier, animatrice d'une émission autochtone, a quitté CBC/SRC Yukon en juin, en invoquant une culture toxique de racisme et de harcèlement. Au milieu de l'été, Global News a licencié des dizaines de journalistes, en particulier des femmes de couleur. En septembre, la journaliste égypto-canadienne Pacinthe Mattar a publié une attaque cinglante contre le secteur des médias dans le numéro 2020 du magazine The Walrus. Elle a dénoncé un racisme systémique dans presque tous les médias du Canada.

Nana Aba Duncan est titulaire d'une bourse de journalisme William Southam 2020-2021 à Massey College. Elle est également l'animatrice de l'émission Fresh Air à la radio de la CBC, et la fondatrice de Media Girlfriends, une série de balados discutant des expériences des femmes, en particulier des femmes de couleur, dans les médias. Comme le dit Duncan, qui est ghanéenne-canadienne, les femmes autochtones, noires et de couleur en milieu de carrière sont confrontées à une série de défis en cascade. Elles sont ridiculisées en tant qu'« activistes » si elles présentent des récits provenant de leurs communautés, et elles sont ensuite cataloguées du fait de la couverture de ces communautés. En outre, plus les journalistes autochtones, noires et de couleur ont du succès, plus elles ont tendance à être traitées de façon défavorable. (Les chercheurs universitaires appellent ce phénomène le passage du statut de « chouchou » à celui de « menace »)¹.

Les femmes journalistes autochtones du Canada sont également confrontées à un double problème, comme le souligne avec puissance l'article de Karyn Pugliese dans ce recueil. Elles sont plus susceptibles d'être confrontées à des volumes disproportionnés de violence au travail, tout en subissant l'impact de générations de traumatismes dans leur vie personnelle. Le fait d'être cataloguées par les gestionnaires comme les reporters autochtones couvrant les sujets « autochtones » oblige ces femmes à continuer à revisiter les traumatismes personnels dans leur vie professionnelle. Cela les empêche également de se voir confier un éventail plus large de missions ou la possibilité d'obtenir des promotions.

Le résultat ? Cherchez les femmes de couleur dans les postes de direction des salles de rédaction traditionnelles, et dans de trop nombreuses salles de rédaction, elles ne sont simplement pas là. Mis à part la présidente sortante du CAJ, la plupart des femmes qui occupent des postes de direction dans les médias au Canada sont des anglophones



Cherchez les femmes de couleur dans les postes de direction des salles de rédaction traditionnelles, et dans de trop nombreuses salles de rédaction, elles ne sont simplement pas là.

1. Comos-Diaz, Lillian et Greene, Beverly. « Psychological Health of Women of Colour: Intersections, Challenges and Opportunities », p. 276. <https://books.google.ca/books?hl=en&lr=&id=gbSNAQAAQBAJ>

blanches. Interrogées sur les menaces qui pèsent sur les femmes journalistes, Sally Armstrong, Kathy English et Lisa LaFlamme ont toutes souligné les difficultés et les inquiétudes des femmes journalistes de couleur, tant en Amérique du Nord que dans les pays du Sud.

Le travail à venir, note Mme LaFlamme, doit maintenant comprendre un effort concerté pour augmenter le nombre de personnes noires, d'Autochtones et de personnes de couleur dans la salle de rédaction standard. « Cette sous-représentation a un effet domino sur la démocratie dans son ensemble », a écrit LaFlamme dans un courriel, « et se répercute sur les personnes effectivement citées dans les articles que nous couvrons. Ainsi, malgré les mini-révolutions qui ont été menées pour arriver là où nous sommes aujourd'hui, il reste encore un long chemin à parcourir pour parvenir à une représentation complète et équitable, en particulier dans les postes décisionnels clés ».

QUI TIENT LES CORDONS DE LA BOURSE

Malgré certaines avancées, le pouvoir dans les médias est toujours détenu par les hommes, en partie parce que les groupes médiatiques sont encore majoritairement détenus par des hommes. Comme le dit Kathy English, cela crée une dynamique dans laquelle une femme journaliste très performante peut s'assurer un rôle de leader, pour se retrouver isolée en tant que seule femme dans la salle du conseil d'administration. « On vous fait sentir reconnaissante, juste pour être à la table », dit Kathy English. Ces femmes ont peut-être été incluses dans des rôles de direction pour satisfaire aux quotas de diversité, mais elles sont loin d'être à même de remanier le plan de table sur la base de leurs propres préoccupations, priorités et intérêts.

Rodney Sieh, rédacteur en chef d'un journal libérien primé et défenseur mondial de la liberté de la presse, ne perd pas son temps avec des mesures symboliques. Au contraire, Sieh a délibérément formé une équipe de direction entièrement féminine pour son journal, FrontPageAfrica. « La vérité est que les femmes journalistes sont la clé pour débloquer des histoires que les hommes reporters rêveraient de couvrir », dit Sieh. Il souligne l'enquête primée de la journaliste chevronnée Mae Azango sur les mutilations génitales féminines qui a contribué à faire modifier la loi au Liberia pour interdire cette pratique. « La promotion des femmes est une chose dont nous sommes fiers à FrontPageAfrica. »

Parmi les autres menaces qui pèsent sur la réussite des femmes journalistes, on peut citer l'écart de rémunération obstinément persistant, que les propriétaires sont les mieux placés pour combler, mais qu'ils ne font pas. « Lorsque le PDG d'une entreprise aura honte de payer une femme moins qu'il ne paie un homme pour le même travail, nous aurons vraiment fait un pas dans la bonne direction », déclare Armstrong. « Mais laissez-moi être claire : nous en sommes encore loin. »

MENACES CONTRE LES FEMMES JOURNALISTES DANS LES ZONES DE CONFLIT

Comme le décrit la journaliste congolaise Sandra Bashengezi dans son article, les femmes journalistes de sa région du monde sont confrontées à une culture de violence et de harcèlement d'une ampleur qui dépasse ce que nous, Occidentaux, pouvons concevoir.

Dans le récit de Bashengezi, les femmes journalistes en RDC font face à la violence qui règne dans leur vie avec courage et résilience, tout en composant avec les rôles féminins hyper-contrainants que la société congolaise prescrit. Les femmes journalistes de Kinshasa interrogées par Michèle Ouimet, ancienne formatrice de JHR et journaliste à La Presse, sont généralement en retard au travail. Cela n'est pas dû à une paresse inhérente de leur part, mais à la multitude de responsabilités familiales qui leur incombent dans leur foyer, dont elles doivent se charger avant d'arriver au travail le matin. Les femmes journalistes de Goma interrogées par Lisa LaFlamme, ambassadrice de JHR, ont déclaré avoir passé la nuit dans leur salle de rédaction après des échéances tardives, afin d'éviter d'être violées sur le chemin du retour.

En écrivant sur la Syrie, Nisreen Anabli fait état de défis qui vont d'être négligés pour les promotions à l'incapacité de côtoyer des hommes syriens rigide ment conservateurs dans la ville d'Alep contrôlée par l'opposition, et encore moins de les interviewer. Elle décrit également une culture de salle de rédaction dans laquelle les femmes journalistes sont forcées d'endurer le harcèlement sexuel de leurs pairs masculins plus âgés, comme faisant partie du prix à payer pour avoir choisi un rôle aussi visible dans la société.

Puis il y a la perspicacité de Maria Ressa.

Le leadership de Ressa en matière de liberté des médias a été mis en évidence de manière impressionnante en septembre 2020 à l'occasion d'un webinaire co-organisé par la Commission canadienne pour l'UNESCO et Liberté de la presse Canada. Dans ce webinaire, Ressa a habilement esquissé le lien entre la persécution des journalistes, le déclin du modèle économique des médias, l'abandon par les plateformes de médias sociaux de la responsabilité de protéger la sphère publique et la mort de la démocratie. « Vous dites un mensonge un million de fois, il devient un fait. Sans faits, vous ne pouvez pas avoir de vérité. Sans vérité, vous ne pouvez pas avoir confiance. Sans cela, la démocratie telle que nous la connaissons est morte », a déclaré Ressa.

La capacité de Ressa à clarifier le lien entre les systèmes d'information défectueux et la démocratie défaillante lui a valu une reconnaissance mondiale à juste titre. Cela s'est également traduit par un immense contrecoup dans son pays. L'organisation de Ressa, Rappler, a mené des enquêtes très médiatisées sur la façon dont la désinformation et la désinformation sur les médias sociaux ont contribué à fausser les résultats des élections de 2016 aux Philippines et aux États-Unis en faveur de dirigeants populistes à tendance autoritaire. Après l'élection du gouvernement populiste de Rodrigo Duterte, Ressa et son équipe se sont mis au travail pour documenter les milliers d'exécutions extrajudiciaires que son gouvernement a déclenchées sur son propre peuple. Cela a suscité la colère de trolls misogynes et celle d'un président misogyne.

Duterte a exercé son pouvoir de nommer des juges pour faire taire ses détracteurs, y compris Ressa. À partir de 2017, elle a commencé à recevoir une série d'accusations pour « cyber-diffamation ». En juin 2020, un tribunal philippin l'a reconnue coupable

de ce crime ; l'article incriminé a été publié sept ans avant même que la loi interdisant la « cyber-diffamation » n'ait été adoptée. Ressa est passible de millions en amendes et d'une peine de prison.

« Qu'est-ce qui me fait tenir le coup ? » se demande Ressa. « Les traités et pactes internationaux sur les droits humains dont les Philippines sont signataires.... ces traités et ces pactes sont mon dernier espoir juridique. »

LA MOITIÉ DE L'HISTOIRE NE SUFFIT JAMAIS

Comme le dit Sally Armstrong, si vous n'avez pas de femmes pour faire la couverture des nouvelles, vous n'aurez que la moitié de l'histoire. Et la couverture de l'actualité par des femmes blanches uniquement ne permet pas de rendre compte de la diversité des points de vue, ni d'atteindre un véritable équilibre, une exactitude et une équité dans les reportages, quels que soient les groupes et les communautés démographiques.

Les questions de savoir qui diffuse l'information et qui est cité en tant que leader et expert peuvent permettre de réajuster les attentes en ce qui concerne le potentiel des femmes. Cependant, le journalisme peut également perpétuer des stéréotypes qui ont contribué à maintenir cinquante pour cent de l'humanité sous l'emprise de l'autre genre pendant des générations. Comme cela a été démontré par des études sur les meilleures pratiques en matière de développement international, le développement des communautés dans le monde entier dépend de l'autonomisation des femmes et des filles en matière d'éducation et des progrès économiques. Par conséquent, il est grand temps de normaliser le leadership féminin sur la scène publique en faisant en sorte que les femmes occupent des postes à titre de présentatrices, de propriétaires et de membres du comité de rédaction.

LES CONCLUSIONS ET CONSEILS DE L'AUTEURE

Alors que vous vous demandez comment améliorer la situation des femmes journalistes au Canada et à l'étranger, je vous invite à lire les autres articles de cette série. Ils vous rempliront d'espoir et vous suggéreront d'excellentes idées sur la manière dont la communauté internationale peut nous aider.

Voici quelques stratégies pour aider à résoudre les problèmes les plus fréquents des femmes journalistes, tirées de la somme des sagesses des personnes interviewées pour ce document.

Les propriétaires et les dirigeants des salles de rédaction ne doivent pas seulement promouvoir les femmes, mais également leur conférer un véritable pouvoir, en veillant à ce que ces femmes ne soient pas seulement incluses à la table des décisions, mais qu'elles dirigent et contribuent activement à l'ordre du jour.

Selon Ana Serrano, présidente de l'Ontario College of Art & Design et ancienne directrice du Centre canadien du film, les directeurs doivent, dans la mesure du possible, promouvoir et autonomiser les femmes de couleur par groupes de trois ou cinq à la fois. Cela peut contribuer à éviter la représentation symbolique et l'isolement.



Comme le dit Sally Armstrong, si vous n'avez pas de femmes pour faire la couverture des nouvelles, vous n'aurez que la moitié de l'histoire.

Les journalistes peuvent eux-mêmes s'inspirer de l'expérience des collaboratrices de l'administration Obama, où un groupe de femmes, frustrées d'être laissées en dehors de la prise de décision critique, a adopté ce que l'on appelle la « théorie de l'éclat » pour amplifier le talent et le potentiel collectif du groupe. Le concept lui-même est simple : Je ne brille pas, si vous ne brillez pas. Si une femme proposait une idée, une autre l'appuyait, donnant ainsi le crédit à la femme qui avait proposé le concept en premier lieu. Cela a normalisé une culture dans laquelle les femmes proposaient de grandes idées, se soutenaient mutuellement pour mener des initiatives basées sur ces idées, et étaient reconnues pour leurs contributions.

Pour sa part, Mme LaFlamme partage la stratégie dont elle fait usage depuis longtemps : « évitez les distractions négatives, choisissez vos combats avec soin et faites en sorte que votre journalisme soit inattaquable ».

Sally Armstrong insiste sur la nécessité d'avoir des alliés masculins, appelant les hommes à s'engager et à soutenir les femmes, en particulier celles qui occupent des postes de direction. « Rien ne changera vraiment si les hommes ne sont pas impliqués », dit-elle. « Les femmes journalistes doivent convaincre les hommes qu'elles ne prennent pas leurs postes. Plutôt, elles aident ces postes à se développer et se redéfinir. »

Les dirigeants et les collaborateurs peuvent institutionnaliser les leçons tirées du mouvement #MeToo en exigeant que de meilleures politiques de rédaction sur le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels soient élaborées, approuvées et appliquées.

Ils peuvent également travailler ensemble pour s'assurer que les comportements abusifs soient identifiés et dénoncés, plutôt que d'être tolérés par une culture du silence.

À une époque où les médias sont fortement perturbés, les femmes gagnent également à se mettre en réseau. Elles peuvent ainsi s'entraider pour lancer leur propre entreprise médiatique, tout en adoptant et en appliquant des politiques plus équitables pour les hommes et les femmes en matière de promotion et de développement des talents.

Maria Ressa salue les efforts de la communauté internationale pour demander des sanctions Magnitsky contre ceux qui la prennent pour cible et contre les journalistes qui se trouvent dans des situations similaires. (Contrairement aux sanctions bilatérales ou multilatérales, qui pénalisent des populations entières, les sanctions Magnitsky ciblent des individus qui ont commis des violations avérées des droits humains, comme le général qui dirigeait le programme d'exécutions extrajudiciaires du gouvernement Duterte. Les sanctions bloquent l'accès de ces individus aux visas pour les voyages internationaux et/ou gèlent les avoirs sur les comptes bancaires internationaux.)

Ressa cite également des initiatives prometteuses de la société civile comme le « Real Facebook Oversight Board », un groupe d'individus qui ne sont pas affiliés à Facebook, qui travaille à nettoyer ce qu'elle appelle la « boue » de la désinformation que l'on retrouve dans l'écosystème de l'information de la plateforme de médias sociaux.

De telles initiatives soulignent, pour Ressa, l'importance de construire une communauté qui soutient le travail des journalistes, à travers les médias, le gouvernement et la société civile, tant au niveau national qu'international. « En ce moment, les journalistes sont trop vulnérables pour tenir la ligne », dit-elle. « La seule raison pour laquelle Rappler tient la ligne est que nous avons une aide internationale. »

Les menaces qui pèsent sur les femmes journalistes autochtones au Canada - et ce qui peut être fait pour les aider

PAR : **KARYN PUGLIESE** PAYS : **CANADA**

Karyn Pugliese alias Pabàmàdiz, Algonquine, Première Nation Pikwàkanagàn. Karyn Pugliese est surtout connue pour son travail de reportrice sur la Colline du Parlement et de directrice exécutive de l'information et des affaires courantes à l'APTN, où elle a dirigé le service de l'information pendant sept ans. Elle a rejoint l'École de journalisme de l'Université Ryerson au printemps 2020, tout en bénéficiant d'une bourse Nieman à l'Université Harvard. Mme Pugliese a travaillé aux actualités quotidiennes et à des enquêtes de longue haleine dans divers médias, dont ichannel, VisionTV, CBC et CTV.



RÉSUMÉ

Dans ce rapport, Karyn Pugliese s'appuie sur des entretiens approfondis avec 15 femmes journalistes autochtones (FJA) travaillant dans les médias au Canada pour éclairer les questions qui menacent l'avancement des femmes journalistes autochtones au Canada.

Ces entretiens ont permis d'identifier les principaux problèmes, qui sont la conséquence du racisme systémique du Canada à l'égard des populations autochtones, ainsi que la mentalité perpétuée par des salles de rédaction toujours dominée par les hommes. Dans la population générale, les femmes autochtones subissent des niveaux de violence et de violence sexualisée plus élevés que les autres femmes, ou les hommes autochtones, en raison de l'intersection entre la discrimination de genre et la discrimination raciale. Le journalisme ne protège pas les FJA de ces expériences ; au contraire, elles sont confrontées à des risques additionnels parce qu'elles sont souvent en première ligne. Ce rapport couvre les enjeux suivants :

- Violence physique et harcèlement, y compris de la part de la police ;
- Violence et harcèlement de la part des leaders autochtones ;
- Structures colonialistes et harcèlement sexuel dans les salles de rédaction ;
- Responsabilités familiales et de parenté ; et
- Traumatismes personnels déclenchés par des expériences journalistiques.

Bien que le Canada dispose de lois contre les agressions et la discrimination basée sur le genre et la race, et bien que le pays ait ratifié la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA), les suggestions de Pugliese indiquent que le racisme systémique et le sexisme à l'égard des FJA persistent, tant dans la société canadienne que dans les salles de rédaction canadiennes. Le Canada doit réaffirmer son engagement envers la DNUDPA, en particulier l'article 16(1) et (2), qui affirme le droit des peuples autochtones à produire du contenu médiatique.

En outre, elle conseille aux groupes médiatiques de promouvoir une masse critique de femmes autochtones à des rôles décisionnels et aux salles de presse d'intégrer un soutien spécialisé en matière de santé mentale pour les FJA qui couvrent des questions traumatisantes.

CONTEXTE DU PAYS

La Société Radio-Canada (SRC) et l'Aboriginal People's Television Network (APTN) sont les deux plus grands employeurs médias des peuples autochtones. En 2019, la SRC a indiqué que 2,1 % de ses quelque 7 000 employés s'identifiaient comme Autochtones, contre 4,9 % de la population générale. Cependant, toutes ces personnes ne travaillent pas dans le domaine de l'information et nous ne savons pas combien d'entre elles occupent des postes de haut niveau. Pour sa part, l'APTN compte environ 65 personnes, dont 75 % d'Autochtones, y compris le personnel technique. Une analyse de leur site web montre que les femmes occupent les deux premiers postes de rédaction dans les actualités, représentent la moitié des producteurs hôtes, 25 % du personnel de niveau intermédiaire et 56 % des reporters.

Sur environ 12 000 journalistes en activité, l'auteure estime que moins de 250 sont des hommes et des femmes autochtones.

La Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA ; 1996) et, près de 20 ans plus tard, le Rapport de la Commission de vérité et réconciliation (CVR ; 2015), ont attiré l'attention sur le rôle que jouent les médias canadiens dans la formation des perceptions du public. Comme l'a conclu la CVR : « ...les médias ont eu le potentiel soit d'alimenter les conflits, soit de faciliter la résolution des conflits et la consolidation de la paix. » Le rapport final de 2019 de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a établi un lien entre la représentation des femmes autochtones dans les médias et la part démesurée de violence qu'elles subissent.

Les trois rapports recommandent l'embauche et la promotion de journalistes autochtones dans les salles de rédaction. Ils ont estimé qu'une meilleure représentation dans les salles de presse permettrait d'améliorer les reportages, de mettre fin aux stéréotypes nuisibles, d'inclure les perspectives autochtones et de donner une image plus fidèle de notre identité. Le rapport de la CVR a déclaré « ... des reportages équitables et non discriminatoires sur les questions autochtones... sont conformes à l'article 16(2) de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. » Ces rapports couvrent maintenant une période de 24 ans au cours de laquelle il y a eu une amélioration minimale de la représentation médiatique. Tous les médias non autochtones admettent qu'ils sous-représentent les peuples autochtones dans la salle de rédaction.

MÉTHODOLOGIE

Karyn Pugliese a interviewé 15 femmes journalistes autochtones (FJA) séparément, sur Zoom, en posant des questions ouvertes. Veuillez consulter l'annexe A pour la liste des femmes qui ont participé. L'auteure remercie Terri Monture, une Mohawk des Six Nations, qui a travaillé pour le syndicat de la Guilde canadienne des médias (GCM)



Les trois rapports recommandent l'embauche et la promotion de journalistes autochtones dans les salles de rédaction. Ils ont estimé qu'une meilleure représentation dans les salles de presse permettrait d'améliorer les reportages, de mettre fin aux stéréotypes nuisibles, d'inclure les perspectives autochtones et de donner une image plus fidèle de notre identité.

pendant 10 ans. La GCM représente la SRC, l'APTN, Reuters, la Presse canadienne, TVO, Vice et d'autres médias. Elle a pu mettre à profit dans ce rapport sa connaissance approfondie du secteur.

VIOLENCE PHYSIQUE ET HARCÈLEMENT À L'ÉGARD DES FJA

Tout journaliste peut être confronté à la violence physique, mais les FJA sont confrontées à des risques différents en raison de leur identité et des sujets qu'elles couvrent. Les femmes et les filles autochtones ont douze fois plus de risques d'être assassinées ou de disparaître que les autres femmes au Canada. Plus de la moitié d'entre elles sont victimes de violence domestique. Un diplôme de journalisme n'est pas un bouclier contre ces problèmes.

Depuis les années 2000, les peuples autochtones du Canada participent de plus en plus à des actions politiques, telles que les vigiles commémorant les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, des manifestations non violentes et des barrages routiers. Récemment, des contre-manifestations ont conduit à des affrontements physiques. Les FJA qui couvrent ces événements sont victimes de harcèlement et risquent d'être blessées. Beverly Andrews, une journaliste anishinaabe de Tootinaowaziibeeng, a déclaré : « On m'a dit "stupide squaw, sale squaw, range ta caméra, stupide squaw" ». Brandi Morin, une journaliste crie/iroquoise du Traité 6 en Alberta, est pigiste pour de nombreux médias. Lors d'une récente contre-manifestation, elle a rapporté qu'un homme avait fait tomber un étalage de robes rouges à l'endroit où elles avaient été accrochées à la mémoire des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées. Un autre homme a perturbé les femmes jouant du tambour. Morin a interviewé les deux hommes en direct, et les hommes sont devenus moins agressifs lorsqu'ils ont remarqué qu'elle enregistrerait leurs actions. Kerry Benjoe, Saulteaux/Dakota/Crie de la nation Muscowpetung Saulteaux, qui travaillait souvent dans le quartier North Central de Regina, à l'époque connu pour son taux de criminalité élevé, note que d'autres femmes journalistes se sont vu offrir un compagnon pour leur sécurité. Ce ne fut pas le cas pour elle. « Je pense que c'est en grande partie parce que les gens ont supposé qu'il n'y aurait pas de problème du fait que la plupart des gens dans ce quartier sont Autochtones ».

Il est bien connu qu'au Canada¹, la police fait un usage excessif de la force envers les populations autochtones qui protestent contre les revendications territoriales non résolues. En raison de l'historique des violations des droits humains lors de ces confrontations, les journalistes - généralement celles et ceux qui travaillent pour les médias alternatifs - essaient d'être sur place pour être témoins des actions de la police. En tant que personnes autochtones elles-mêmes, les FJA s'attendent à être victimes de discrimination de la part de la police. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a de plus en plus souvent recours à des « zones d'exclusion » pour maintenir les journalistes à plusieurs kilomètres de distance.

1. Erasmus, G., & Dussault, R. (1996). Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples. Vol 1: pp 198-200, Vol 2: pp 418-419; Final Report of the Ipperwash Inquiry, Ontario, 2007 vol 1; Neu, D. (2000). "Presents" for the "Indians": Land, colonialism and accounting in Canada. *Accounting, Organizations and Society*, 25(2), 163-184; Lambertus, S. (2014). *Wartime Images, Peacetime Wounds*. Toronto: University of Toronto Press. Voir aussi Roache, Trina *The Law of the Land*, APTN <https://www.youtube.com/watch?v=kyv4bvkkbxU> (2018); Moore, Angel "Private Facebook groups loaded with racist comments by RCMP members still thriving" APTN, le 31 août 2020.

Les zones d'exclusion ont été utilisées trois fois en 2019-2020 dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, malgré un examen de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes, qui a déclaré que ces actions dépassent les pouvoirs de la police. En 2019, une procédure judiciaire a réaffirmé les droits des médias à couvrir de tels événements. Néanmoins, la police a procédé à la détention de cinq journalistes et à l'arrestation de deux autres cette année.

Les personnes détenues ou arrêtées ne sont pas toutes des journalistes autochtones. Cependant, tous les incidents ont eu lieu lors d'actions territoriales des Autochtones, que les FJA sont fréquemment appelées à couvrir. Angel Moore, de l'APTN, a fait un reportage sur le racisme de la police envers les autochtones, et la police a également menacé de l'arrêter dans une zone d'exclusion. Elle est nerveuse quant aux répercussions sur son travail de journaliste. « J'avais peur, en conduisant sur l'autoroute, de me faire arrêter par un agent de la GRC, au volant d'un véhicule de l'APTN, vous comprenez ? »

LA VIOLENCE ET LE HARCÈLEMENT DES LEADERS AUTOCHTONES

La violence et l'intimidation contre les FJA peuvent également provenir de dirigeants politiques autochtones, hommes comme femmes, lorsque ces journalistes se penchent sur les préoccupations relatives à la responsabilité des dirigeants. En 2013, le fils d'un chef a fait sortir de la route la voiture de la journaliste de l'APTN Melissa Ridgen et l'a envoyée dans un banc de neige. Elle a déclaré « Ce camion nous fonce dessus... il [le fils du chef] avait une arme sur le toit de son camion... Il réclamait la caméra. » Trois hommes dans un bureau local de la bande ont assailli Larissa Burnouf de l'APTN quand elle a demandé au chef de faire un commentaire. Lorsqu'elle est revenue dans la communauté un mois plus tard pour un suivi, dix hommes et femmes du bureau de la bande l'ont prise d'assaut. J'ai reçu des menaces de mort, disant : « Dégage d'ici. On va te tuer. Je me souviens avoir dû m'arrêter sur le bord de la route parce que je pleurais. »

Lors d'une conférence de presse en juillet 2019, un conseiller en communication a saisi le bras de Beverly Andrews et a essayé de lui arracher le micro des mains parce qu'elle avait posé des questions sur une allégation de harcèlement sexuel. Une politicienne a ensuite escorté Andrews hors du bâtiment, la réprimandant pour avoir « étalé notre linge sale partout ».

La journaliste micmaque Amber Bernard a vécu une expérience similaire à deux reprises lorsqu'elle a tenté d'interviewer le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Perry Bellegarde, lors d'événements publics. À une occasion, en 2018, un conseiller a poussé le micro de Bernard ; en 2019 un autre conseiller l'a bloquée physiquement et a pris contact avec Bernard afin de l'empêcher de poser des questions au Chef national. « Vous ne pouvez pas vous empêcher de remarquer que les journalistes masculins font la même chose que vous, et qu'ils ne sont pas traités de la même manière... il y a donc de la violence sexiste », dit Bernard.

HARCÈLEMENT SEXUEL SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Il n'existe pas de statistiques spécifiques à l'industrie du journalisme qui indiquent le taux de harcèlement sexuel, mais si on prend la population dans son ensemble, les femmes autochtones déclarent être victimes d'agressions sexuelles à un taux trois fois supérieur à celui des femmes non autochtones (35 pour 1 000). Il n'est donc pas surprenant que cinq des femmes interrogées déclarent avoir été victimes de harcèlement sexuel au travail. Parfois, il s'agissait d'un harcèlement au bureau. Lorsque Mme Andrews travaillait pour un grand diffuseur, ses collègues masculins lui montraient des « photos de pénis ». Andrews gardait le harcèlement pour elle, croyant qu'elle serait renvoyée si elle se plaignait. Benjoe a dit qu'elle était harcelée par des sources, dont un politicien qui l'a pris dans ses bras et l'a embrassée, malgré ses protestations. La première fois que cela s'est produit, sa rédactrice en chef lui a dit que c'était sa faute. Par la suite, lorsque Benjoe a reçu des avances non désirées, elle n'a rien dit : « Je savais que si quelque chose arrivait... je ne pourrais pas compter sur elle [la rédactrice en chef] pour me protéger. » Leena Minifie (Gitxaala) se souvient que les femmes de sa salle de rédaction avaient des surnoms pour certains hommes qui étaient des harceleurs connus, comme « Creepyjohn » qui faisait souvent des commentaires sur le corps des femmes ou parlait d'expériences sexuelles au bureau. Minifie s'est plainte à la direction, mais on lui a dit que cela faisait partie de la culture du bureau et qu'ils ne pouvaient rien y faire.

UN RACISME SYSTÉMIQUE DANS LES SALLES DE PRESSE

Les normes et pratiques journalistiques de la CBC/SRC interdisent aux journalistes d'exprimer leurs opinions personnelles sur des sujets controversés sur toutes les plateformes de la CBC/SRC, incluant les médias sociaux, car cela « peut saper la crédibilité du journalisme de la CBC/SRC et éroder la confiance de notre public ». Lorsque les journalistes autochtones affirment que le territoire des peuples autochtones est « non cédé », les dirigeants blancs considèrent cela comme une opinion plutôt qu'un fait. Qualifier de « raciste » une déclaration spécifique faite par une personnalité publique peut être interprété aussi comme une opinion plutôt qu'un fait. Selon Monture, au moins trois journalistes ont fait l'objet de mesures disciplinaires cette année pour avoir publié ce genre de déclarations sur les médias sociaux. « La lentille à travers laquelle nous regardons les nouvelles est en fait une lentille de suprématie blanche et non pas cette lentille objective que vous pensez », dit Monture. Même la navigation dans une salle de rédaction autochtone comme celle de l'APTN peut être problématique, explique Jamuna Galay-Tamang, Métis/Dene. À la base, la politique journalistique de l'APTN est ancrée dans les pratiques culturelles occidentales. Jamuna Galay-Tamang a constaté que certains aspects de cette politique contredisaient certaines pratiques culturelles en matière de cadeaux dans les communautés autochtones, et elle a dû s'y opposer. Cette expérience l'a amenée à se demander s'il y avait une place pour elle dans le journalisme.

L'histoire du racisme au Canada ne s'arrête pas à la porte des salles de rédaction. Au début des années 2000, Minifie s'est sentie frustrée par les commentaires de ses collègues qui disaient que les Autochtones étaient des alcooliques, des ivrognes ou des drogués, mais personne aux ressources humaines ne l'a prise au sérieux. Andrews a entendu des collègues dans la salle de rédaction faire des commentaires désobligeants

sur les Autochtones. Lorsqu'elle s'est plainte, son producteur lui a dit : « Arrêtez de vous plaindre. » Monture dit que peu de choses ont changé en 20 ans. Elle continue d'apprendre qu'il y a du racisme dans la salle de rédaction : des collègues blancs disent aux FJA qu'elles n'ont été engagées, ou n'ont gagné des prix, que parce qu'elles sont Autochtones ; ils se moquent des mots en langues autochtones ; les producteurs ridiculisent les FJA pour leur accent. Kim Wheeler a apporté une liste de déclarations racistes faites à des collègues autochtones par des collègues directeurs de salle de rédaction, qui ont reconnu qu'elles étaient choquantes. Mme Wheeler déclare : « Il n'y a pas eu de suivi avec les directeurs... Les ressources humaines n'ont pas assuré de suivi avec moi. Ils sont sortis de la salle et ont dit : "Nous avons eu notre réunion sur le racisme, nous sommes corrects ici". »

Les FJA ont introduit de nouveaux sujets et de nouvelles sources dans les salles de rédaction, mais elles n'ont pas apporté les changements qu'elles espéraient. Comme l'a exprimé une source qui a préféré rester anonyme, c'est douloureux en raison de l'impact que le journalisme pourrait avoir sur les droits humains. Travaillant pour un diffuseur privé, Andrews a déclaré qu'elle devait se battre pour faire des reportages importants pour la communauté autochtone, y compris des reportages sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. « Selon mon expérience, les femmes non autochtones n'ont pas à se battre pour des histoires. Elles n'ont qu'à dire : « C'est une histoire qui est importante pour moi ». » Lorsque Kim Wheeler travaillait à la CBC/SRC, elle a dû faire de gros efforts pour convaincre ses producteurs de réaliser un épisode spécial sur le premier événement public de la Commission de vérité et réconciliation à Winnipeg, car le sujet était « hors image de marque » pour cette émission particulière. Au final, l'épisode a remporté la médaille d'argent du Festival de New York et deux prix ImagineNative.

En revanche, Andrews a constaté qu'elle ne pouvait pas se défaire de son étiquette autochtone chez le radiodiffuseur privé où elle travaillait. Elle a formé plusieurs jeunes reporters non autochtones qui ont été promus au-dessus d'elle. Selon Monture, la représentante de la GCM, ce genre de geste purement symbolique envers les reporters autochtones est un problème, surtout en ce qui concerne les promotions. En effet, les candidats aspirant à des postes de direction doivent démontrer leur capacité à couvrir divers sujets, ajoute-t-elle, ce qui est difficile lorsque les FAJ sont cataloguées comme ne couvrant que les questions autochtones.

Selon Monture, les préjugés sexistes jouent également un rôle. Elle a constaté que les hommes journalistes autochtones sont plus souvent promus, bien qu'il y ait plus de femmes autochtones dans l'industrie. « Il y a un scepticisme immédiat à l'égard des femmes autochtones, qui ne touche pas les hommes... quand on adopte la perspective des colons canadiens et la façon dont ils pensent, les femmes autochtones n'ont pas voix au chapitre. Ils n'ont jamais entendu notre voix au cours de leur histoire. » Andrews a décrit les médias traditionnels comme un club de garçons ; Wheeler est plus directe : « Vous montez les échelons à la SRC en étant un Indien gentil ou qui dit "oui", en ne faisant pas de vagues, en faisant exactement ce qu'on vous demande de faire. Et en ayant un pénis. » Monture a également constaté que les FAJ sont moins bien payées à travail égal, et ce malgré une expérience égale. Dans un cas, la différence était de 20 000 dollars par an en moins. Il n'y a pas de statistiques du secteur pour dire à quelle fréquence cela se produit dans le milieu du journalisme. Les chiffres de Statistique Canada suggèrent que, tous secteurs confondus, les hommes autochtones titulaires



Selon Monture, la représentante de la GCM, ce genre de geste purement symbolique envers les reporters autochtones est un problème, surtout en ce qui concerne les promotions. En effet, les candidats aspirant à des postes de direction doivent démontrer leur capacité à couvrir divers sujets, ajoute-t-elle, ce qui est difficile lorsque les FAJ sont cataloguées comme ne couvrant que les questions autochtones.

d'un diplôme universitaire ont un revenu médian supérieur de 11 000 dollars au revenu médian des femmes autochtones ayant le même niveau d'éducation.

RESPONSABILITÉ FAMILIALE

Dans toutes les sociétés, les femmes sont celles qui supportent le plus les obligations familiales. Pour les femmes autochtones, il y a un niveau de responsabilité supplémentaire qui n'est pas souvent compris par leurs collègues blanches. Par exemple, les familles autochtones n'ont pas de tradition de gardiennage rémunéré. L'histoire des pensionnats² au Canada et la « rafle des années soixante »³ font que les familles autochtones ne font pas confiance aux étrangers pour garder leurs enfants. Nombre des personnes interrogées sont entrées sur le marché du travail en tant que mères célibataires. Trois d'entre elles, Benjoe, Ridgen et Morin, emmenaient toutes régulièrement leurs enfants au travail. Le lieu de travail de Benjoe faisait une exception pour elle, l'APTN autorise pour sa part les enfants au bureau, et Morin est une travailleuse indépendante.

Les FJA ont également des obligations de parenté qui s'étendent au-delà de la famille nucléaire, dans la communauté au sens large, ce que les lieux de travail traditionnels ne comprennent souvent pas. Et ces communautés ont des besoins désespérés en raison de traumatismes historiques : « Parfois, ce qui se passe dans la famille est lourd... c'est fréquent, et vous ne voulez peut-être pas aller raconter constamment à votre patron les choses folles qui se passent dans votre famille parce que cela ne paraît pas bien », explique Monture. Elle poursuit en disant : « Dans nos familles aussi, nous faisons face aux traumatismes de la colonisation, donc on parle de toxicomanie, d'éclatement de la famille, de séparations familiales. » Benjoe et Minifie, dont les familles ont un passé de pensionnat, ont été les premières de leur famille à obtenir un diplôme universitaire. Minifie décrit que « les attentes sont grandes en termes de pouvoir soutenir ou donner de l'argent ou du temps... sur une variété de sujets : santé, droit, représentation auprès des médecins ou des avocats... enjeux liés à une peine d'emprisonnement ou autre ».

Les rôles personnels d'éducateur se combinent avec le journalisme d'une manière qui peut être épuisante. Les FJA sont à l'écoute 24 heures sur 24, tant de la famille que des sources. « Pour nous, en tant que personnes autochtones travaillant dans les médias : ce n'est pas seulement un travail, c'est un mode de vie », dit Wheeler. « Souvent, je travaille si tard », dit Tina House. « Les gens me contactent tout le temps pour me proposer des idées d'articles, me téléphoner ou m'envoyer des SMS, vous savez, au sujet des situations horribles auxquelles ils sont confrontés. Et bien sûr, vous ne pouvez pas ne pas répondre si c'est quelque chose de sérieux. »

2. Les pensionnats étaient des écoles publiques religieuses qui ont fonctionné de 1870 à 1996. Ils ont été créés dans le but de soustraire des milliers d'enfants autochtones à leur foyer et de tenter de les assimiler à la culture euro-canadienne. Les abus sexuels et physiques étaient très répandus dans ces écoles.

3. Le terme « rafle des années soixante » a été introduit par Johnston, P., auteur de « Native Children and the Child Welfare System (1983) ». Ce terme fait référence au placement massif des enfants autochtones dans des familles d'accueil, qui ont été retirés de leurs familles par les systèmes de protection de l'enfance, au cours des années 1960 et 1970. Un accord de règlement, signé en novembre 2017, a mis de côté 750 millions de dollars pour compenser les milliers d'enfants des Premières Nations et Inuits qui ont été retirés de leur foyer. Le retrait actuel des enfants est appelé « la rafle du millénaire ».

Les histoires couvertes dans leur salle de rédaction touchent souvent leur famille, et leur vie personnelle et professionnelle se croisent : House s'occupe de son frère qui est souvent sans-abri à Vancouver. « Alors me voici en train de couvrir ces histoires sur les gens qui vivent dans le Downtown Eastside, et surtout pendant cette pandémie, et je suis en train d'y faire face moi-même, avec mon propre frère. » House et Bernard ont tous deux des proches qui ont fait la une des journaux pour les histoires de femmes autochtones disparues et assassinées. House a demandé la permission de couvrir le meurtre de sa cousine parce qu'elle savait que sa présence contribuerait au processus de guérison de sa famille. « Il n'y a pas de séparation, non, non », dit Bernard. « Je rentre à la maison, et les nouvelles sont là, là, là, que ce soit par le travail ou par la vie personnelle. »

TRAUMATISME DÛ À LA MISSION

Les reportages peuvent souvent déclencher un traumatisme personnel pour les FJA, car elles ont vécu le colonialisme de la même manière que les personnes qu'elles couvrent. Les FJA disent que la couverture de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a été incroyablement pénible parce que les crimes ont souvent impliqué des violences sexuelles, des brutalités et des tortures. Burnouf explique : « Ce n'est peut-être pas de la violence envers moi directement, mais vous ressentez cette violence, vous savez, vous ressentez cette douleur quand vous entrez dans cette maison. »

Leurs patrons ne semblaient pas être conscients du traumatisme que leur travail infligeait aux femmes. Une FJA a déclaré que son travail avait déclenché un traumatisme personnel d'une manière dont elle n'attendait pas : « J'ai dit à mes superviseurs que je me noyais, et je n'ai reçu aucune réponse... Je n'avais pas les outils nécessaires pour me débrouiller seule. » Minifie a couvert le procès d'un tueur en série en Colombie-Britannique. Entendre les détails sanglants de la torture et de la brutalité, et observer l'impact sur les familles des femmes, a fait des ravages. Minifie a demandé une aide médicale à l'époque, mais on lui a dit que s'habituer à entendre des choses douloureuses faisait partie du travail.

D'autres problèmes sont également à l'origine de cette situation. Dans une salle de rédaction grand public, Moore a été chargée de lire des dizaines de commentaires racistes sur les Autochtones : « J'étais sur le point de vomir et de ne plus dormir, vous savez, quand [le responsable des médias] m'a dit : "Eh bien, vous devez vous endurcir et apprendre à faire face à ces choses". Et je me suis dit que ce n'était pas du tout approprié. » Ridgen dit que le fait de couvrir les enfants placés par l'État l'a rendue malade et qu'elle a perdu une quantité de poids malsaine : « Je perds le sommeil à cause de cela. Parfois, je ne mange pas... Souvent, je dois me convaincre de ne pas sauter. »

CONCLUSIONS DE L'AUTEURE

Les rapports de la CRPA et de la CVR ont indiqué que l'augmentation du nombre de journalistes autochtones au Canada aurait d'énormes avantages : cela permettrait d'améliorer la couverture médiatique des populations autochtones, d'accroître l'éducation et l'empathie du public et d'améliorer les droits démocratiques et humains. Cela n'a pas été le cas.

Peu de salles de rédaction traditionnelles ont embauché des journalistes autochtones, et l'intersection de la race et du sexe conduit au harcèlement et à la discrimination au travail, ce qui limite la capacité des FJA à apporter des changements dans les salles de rédaction ou dans la couverture des peuples autochtones.

J'ai trouvé cela profondément frustrant de voir une autre génération autochtone et non autochtone au Canada perdre une occasion de réconciliation. Les médias portent la responsabilité de leur rôle dans l'échec de la reconnaissance et de la correction du racisme systémique dans l'industrie, mis en évidence par la CRPA il y a plus de vingt ans. À quelques exceptions notables près, les salles de rédaction ont entravé l'avancement de la carrière des FJA et ont nui à notre capacité à apporter des améliorations significatives à la couverture de l'actualité. Les histoires de harcèlement, de violence et d'intersection du racisme et du sexisme dans ce rapport reflètent mes propres expériences dans l'industrie. Comme les autres FJA de ce rapport, j'ai fait pression pour un changement dans l'industrie tout au long de ma carrière et j'ai malheureusement obtenu peu de résultats. Des études sur les médias canadiens telles que *Seeing Red : A History of Natives in Canadian Newspapers* (Mark Cronlund Anderson, Carmen L. Robertson, 2011) démontrent que les médias continuent à présenter les autochtones comme inférieurs aux blancs.

Cette inaction ne fait que souligner la nécessité d'une intervention en 2020. La bonne nouvelle, c'est que #BlackLivesMatter a sensibilisé au manque de diversité dans les salles de rédaction grand public, et que le Canada est particulièrement sensible à la pression internationale. Il est possible que cette pression internationale aboutisse finalement à un changement systémique.

Cette pression internationale pourrait être exercée de plusieurs façons. Le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones pourrait procéder à un examen plus approfondi des questions soulevées dans le présent document et suggérer des moyens par lesquels le Canada pourrait mieux soutenir son engagement envers les Articles 16(1) et 16(2) de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le rapporteur pourrait également encourager le Canada à examiner comment mieux soutenir les médias autochtones à la lumière des perturbations ayant un impact sur le modèle économique de l'industrie et comment s'engager à nouveau envers l'Article 16. Il faudrait au minimum réaliser une enquête démographique approfondie sur la population autochtone dans les médias.

Je demande aux Nations Unies et aux autres acteurs internationaux de faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il adopte des lois claires empêchant la police d'interférer, de détenir ou d'arrêter les journalistes qui couvrent les actions menées sur les territoires autochtones ; de veiller à ce que la police fédérale canadienne soit transparente sur la manière dont elle traite les questions de harcèlement et de racisme et qu'elle discipline ses agents ; de proposer une formation, du soutien et de l'équipement aux FJA qui couvrent les zones de conflit. Je demande enfin à ce que les Nations Unies reconsidèrent leurs relations avec les dirigeants autochtones qui tolèrent la violence ou le harcèlement des femmes, y compris envers les FJA.

Plus près de nous, ce rapport montre que les salles de rédaction canadiennes et occidentales doivent reconnaître les défis liés à la diversité et aborder ces questions en promouvant les journalistes autochtones, et en particulier les femmes autochtones,

dans des rôles de direction. En outre, ces salles de rédaction doivent comprendre et prendre en compte les graves conséquences psychologiques de ce travail sur les femmes journalistes autochtones.

LES PERSONNES INTERROGÉES

Beverly Andrews, Anishanabe, Première Nation Tootinaowaziibeeng. Andrews a travaillé dans les médias pendant plus de dix ans, notamment dans la radiodiffusion, le cinéma et les arts. Elle a rejoint l'APTN en janvier 2017, en provenance de Regina (Saskatchewan), où elle était vidéo-journaliste pour CTV et Indigenous Circle. Elle a également travaillé à Global Television.

Kerry Benjoe, Saulteaux/Dakota/Crie, Muscowpetung Saulteaux Nation. Kerry Benjoe est une journaliste primée qui a couvert les questions autochtones en Saskatchewan pour le Regina Leader Post pendant plus de dix ans. Elle travaille actuellement à la CBC/SRC.

Amber Bernard, Mi'kmaq. Bernard a travaillé pour l'APTN en Saskatchewan et à Ottawa. Elle a contribué à une enquête conjointe sur la consultation des groupes autochtones en lien avec le projet de gazoduc Transmountain, qui a remporté un prix RTDNA en 2019.

Larissa Burnouf, Nation crie de Canoe Lake. Larissa Burnouf travaille actuellement à la préparation d'un doctorat en droit (Juris Doctor Degree) à la faculté de droit de l'Université de Saskatchewan, pour 2021. Elle a travaillé à l'APTN en tant que reporter et vidéo-journaliste couvrant la Saskatchewan, et en tant qu'animatrice à la radio MBC à La Ronge, Saskatchewan.

Jamuna Galay-Tamang, Métis/Dene. Galay-Tamang a été la Fox International Fellow 2019-2020 à l'Université Yale ; elle a produit un documentaire d'une demi-heure avec APTN Investigates et a travaillé avec CiTR 101.9 FM, Disorder Magazine, Lowd Television Productions. Ses dernières recherches ont porté sur l'impact du plomb dans l'eau potable sur la santé des peuples autochtones. Elle est titulaire d'un baccalauréat en sciences infirmières et a travaillé dans des communautés autochtones isolées au Canada.

Tina House, Métis. House est une journaliste primée dont le travail a été reconnu par Amnesty International. C'est une ancienne entrepreneure qui a dirigé sa propre agence de talents, de production vidéo et de promotion, appelée à juste titre « House of Talent » pendant 12 ans avant de rejoindre l'APTN.

Leena Minifie, Nation Gitxaala. Minifie est la seule femme des Premières Nations à participer à l'Institut Aspen et au programme de journalisme Edward R. Murrow de l'ambassade des États-Unis à Washington, DC. Sa carrière s'étend sur seize ans dans les médias, où elle a travaillé comme journaliste, vidéaste et productrice. Minifie est la propriétaire de Stories First, et elle travaille actuellement sur une série télévisée pour le *Knowledge Network* et développe un long métrage documentaire sur la protection des terres autochtones. Minifie est également co-fondatrice de *ricochet.media* pour le Fonds de reportage autochtone. Elle a travaillé pour CBC Radio One & Radio 3, et APTN.

Terri Monture, Haudenosaunee, Six Nations. En tant que représentante du personnel, droits humains et équité, à la Guilde canadienne des médias, Terri Monture a plus de dix ans d'expérience dans la représentation des travailleurs des médias à l'APTN, à la Presse canadienne, à la CBC, à TVO, à Vice, et autres. Elle s'intéresse à toutes les formes de médiation, de négociation, de résolution des conflits et de défense des travailleurs.

Angel Moore, Crie, Première Nation de Peguis. Moore a obtenu un diplôme de journalisme à l'Université King's College. Elle est également diplômée de l'Université Dalhousie en études du développement international et de la durabilité environnementale. Moore a fait un stage à la CBC avant de rejoindre APTN News en 2018. Elle est actuellement vidéo-journaliste et couvre le Canada atlantique.

Brandi Morin, Crie/Mohawk. Morin est née et a grandi en Alberta et nourrit une passion pour les histoires autochtones. Installée dans les environs d'Edmonton, elle a travaillé en tant que pigiste et écrit pour plusieurs groupes médiatiques, notamment *l'Indian Country Today Media Network*, Aljazeera, le Guardian, le New York Times, le National Observer, la CBC et l'APTN.

Melissa Ridgen, Métis de la rivière Rouge. Melissa Ridgen est une journaliste primée qui a passé plus de quatorze ans à couvrir la criminalité, les tribunaux, la politique, les affaires et les divertissements pour des journaux dans quatre provinces. Elle a ensuite rejoint l'APTN en 2009 et a reçu de nombreux prix, dont ceux du *World Indigenous Television Broadcasters Network* (2013), de l'Association canadienne des journalistes (2016, 2019) et des *Canadian Screen Awards* (2018, 2019).

Kim Wheeler, Anishinabe/Mohawk. Wheeler a une carrière de vingt ans dans le journalisme, travaillant notamment pour la Presse canadienne et la CBC. Son travail dans la série radio ReVision Quest de la CBC a valu à Kim Wheeler une médaille d'argent au New York Festival et deux prix ImagineNative. Wheeler a travaillé comme productrice associée pour l'unité numérique autochtone de la CBC et Unreserved sur CBC Radio One.

(Note : 3 femmes ont préféré contribuer de façon anonyme. Les informations qu'elles ont partagées ont été utilisées, mais elles ne sont pas nommées dans cet article).

La stigmatisation et les stéréotypes empêchent les femmes de réussir en tant que journalistes dans la région des Grands Lacs africains

PAR : **SANDRA SAFI BASHENGEZI**

PAYS : **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)**

Je suis une femme journaliste, formatrice et cinéaste congolaise de 28 ans. Je vis à Bukavu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Je suis co-fondatrice et directrice de l'École Technique de Journalisme (ETJ) et je coordonne les programmes de l'organisation Journalistes pour la Promotion de la Démocratie et des Droits Humains (JPDDH) ainsi que ceux d'un réseau de journalistes pour la promotion du genre (JPG).

Je suis activement impliquée dans la promotion des droits humains, en particulier les droits des femmes et des enfants. Je suis convaincue que les médias peuvent changer positivement des vies, surtout celles des filles et des enfants généralement marginalisés.

En 2012, j'ai remporté le « Prix JHR » du meilleur reportage radio sur les droits humains, offert par l'ONG Journalists for Human Rights. Depuis, je me suis engagée à travailler pour amener plus de journalistes à s'intéresser aux questions des droits humains.

Mère de cinq filles, j'aime l'aventure, les voyages, la découverte de nouveaux horizons et paysages.



RÉSUMÉ

Sandra Safi Bashengezi, journaliste en République démocratique du Congo, utilise des entretiens approfondis avec des journalistes et des professionnels des médias, hommes et femmes, pour faire la lumière sur les questions liées à la promotion des femmes journalistes en RDC.

Comme dans de nombreux pays, le plus grand défi à la réussite des femmes est que l'inégalité entre les sexes est culturellement ancrée. La culture locale enseigne aux citoyens que la place publique n'est pas pour les femmes, et que les femmes ne devraient donc pas être journalistes. Les femmes journalistes sont méprisées parce qu'elles ne sont pas traditionnellement féminines et qu'elles sont parfois perçues comme étant de mœurs légères en raison de l'obligation de se faire connaître du public. Elles ne se voient pas confier des missions qui ne sont pas « féminines », comme la politique et le journalisme d'enquête, et pire encore, elles sont victimes de harcèlement sexuel de la part de leurs informateurs et de leurs collègues. Les rôles de direction et de formation ne sont pas offerts aux femmes car la culture en RDC est qu'un homme ne doit pas recevoir d'ordres d'une femme. La RDC dispose de lois sur l'égalité des sexes, mais celles-ci n'ont pas conduit à un changement de culture. L'auteure suggère une formation pour les femmes afin de les mettre sur un pied d'égalité avec les hommes ; un changement de la culture locale, permettant aux femmes d'assumer des rôles de

direction ; et un soutien supplémentaire aux lois et accords sur l'égalité des sexes déjà en place en RDC et dans d'autres pays de la région des Grands Lacs africains dont le Rwanda et le Burundi.

LES STÉRÉOTYPES ET LES « RÔLES DES FEMMES »

Avant même de commencer à travailler dans les médias, les femmes en RDC sont confrontées aux stéréotypes de genre dans la communauté qui les découragent d'accepter une telle profession publique. Dès leur plus jeune âge, que ce soit dans la famille ou à l'école, les hommes sont éduqués pour diriger et dominer ; les femmes pour endurer ou performer. Lorsque les femmes commencent à travailler dans les médias, elles doivent surmonter ces stéréotypes, à la fois personnellement et par rapport à leurs collègues masculins.

« Il est alors difficile pour beaucoup d'hommes, surtout dans les zones rurales, de reconnaître la valeur des femmes, sans préjugés, lorsqu'elles sont des leaders ou lorsqu'elles font un bon travail de journaliste », note Nelly Adidja, responsable des programmes de Mama Radio, une station de radio féministe qui promeut les droits des femmes en RDC.

Douce Namwezi, coordinatrice d'Uwezo Africa, une organisation pour la promotion du genre en RDC, partage également ce point de vue. « Il y a des aspects sociaux et culturels qui se reflètent même dans les salles de rédaction. Il en résulte une répartition sexiste des rôles entre les journalistes », observe-t-elle.

Julienne Baseke, coordinatrice de l'Association des femmes dans les médias (AFEM) identifie que l'un des défis est l'éducation reçue dans l'environnement social où elles grandissent. Cela se manifeste par le fait que dès la petite enfance, les femmes apprennent qu'elles sont faites pour la cuisine et les travaux ménagers, en obéissant et en restant dans l'ombre. Les hommes, quant à eux, sont faits pour étudier, diriger et briller.

« Il existe plusieurs coutumes qui placent les femmes à un rang inférieur à celui des hommes », observe Douce Namwezi, « la perception est que les femmes ne peuvent pas diriger les hommes. Selon certaines coutumes, parler en public quand on est une femme est un crime », admet-elle. « Le rôle traditionnel des femmes est de se taire. Mais quand vous êtes une femme journaliste et que vous parlez, vous menez le débat, vous interrogez les gens, puis vous dépassez cette ligne traditionnelle et les gens vous jugent comme ils veulent », observe Douce Namwezi.

Dans plusieurs salles de rédaction congolaises, la perception de l'image des femmes par leurs collègues masculins n'a pas changé par rapport à ce qui leur a été enseigné dans l'enfance.

« Certains hommes journalistes pensent que les femmes ne peuvent pas animer des programmes ou des émissions politiques. Par exemple, qu'elles ne peuvent pas couvrir des sujets qui demandent un peu plus d'efforts, comme le sport, ou enquêter sur des questions graves comme la corruption. Que leur compétence se limite à des sujets légers comme la santé, la cuisine, la beauté », explique Trésor Panda, rédacteur en chef de la radio universitaire de Bukavu et membre du Réseau des journalistes pour la promotion du genre (JPG).

République démocratique du Congo : Contexte du pays

En décembre 2019, la RDC a connu son premier transfert pacifique de pouvoir entre un président entrant et un président sortant. Joseph Kabila, a ainsi cédé la place à Félix Tshisekedi. Située en Afrique centrale, la RDC est l'une des régions les plus troublées d'Afrique, avec des rébellions et des milices qui font rage à l'Est depuis 1996. De nombreux massacres et violations des droits humains y sont également enregistrés. En outre, la situation économique est devenue plus volatile.

En RDC, selon une étude menée par l'Union Congolaise des Femmes des Médias (UCOFEM) seulement 33% des journalistes sont des femmes. Seulement 19% occupent des postes de responsabilité.

« En plus de l'image qu'un homme reçoit d'une femme, nous devons aussi considérer l'image qu'une femme a reçue d'elle-même quand elle était enfant », dit Panda. « Les femmes sont éduquées par les préjugés. Cela les fait se mettre en retrait lorsqu'elles sont nommées. Une femme pense que c'est l'homme qui doit diriger parce que c'est ce qu'attend la société où elle vit. Ainsi, les femmes abandonnent souvent lorsqu'elles sont en compétition avec un homme pour une opportunité de promotion ou lorsqu'elles doivent élire un nouveau leader dans leur rédaction », ajoute-t-il.

Que ce soit dans l'environnement de travail, à la maison ou dans l'image des femmes reflétée par la société en général, les femmes journalistes vivent une lutte quotidienne pour la reconnaissance de leur travail.

LES FEMMES AUX POSTES DE DIRECTION

Obtenir une promotion dans le secteur des médias est un défi majeur pour les femmes dans un monde généralement dominé par les hommes. Plus de 90% des promoteurs (propriétaires) des médias au Sud-Kivu sont des hommes. « Seules Mama Radio à Bukavu et Bubusa radio à Mugogo ont été initiées par des organisations de femmes ou sont dirigées par des femmes », explique Douce Namwezi. C'est la même chose dans toute la RDC.

En raison des préjugés sexistes, de nombreux promoteurs de médias masculins préfèrent confier la gestion de leurs entreprises médiatiques à des hommes plutôt qu'à des femmes. Les services médiatiques et les journaux phares, tels que l'édition et la programmation, sont également confiés aux hommes. « Les femmes sont généralement affectées à des rôles de caissières ou de réceptionnistes », note Raissa Kasongo.

Olivier Kiriza, coordinateur du Réseau des radios et télévisions communautaires du Congo (RATECO Sud-Kivu), suggère une raison : « Il existe une perception selon laquelle les femmes sont négligentes et moins rigoureuses dans la gestion. C'est pourquoi ce sont les hommes qui sont promus au détriment des femmes dans les médias. » Mais Kiriza poursuit en disant : « Cependant, la tendance a changé ces dernières années. Certains promoteurs des médias commencent à se rendre compte que les femmes peuvent faire aussi bien que les hommes. Mais il reste encore beaucoup de travail à faire pour donner aux femmes les mêmes chances qu'aux hommes. »

RATECO est un réseau de 40 stations de radio communautaires appartenant à ses membres, dans lequel il n'y a actuellement que trois femmes réalisatrices. C'est une amélioration par rapport à il y a dix ans, lorsqu'il n'y avait pas de femmes à la tête de ces stations et qu'aucune femme n'occupait de poste important dans les médias.

Dans le secteur privé, plusieurs femmes ont également été promues à des postes de direction ou de haut niveau ces dernières années. Bien que le pourcentage reste faible, il est encourageant de voir que certaines femmes occupent des postes de direction. En 2018, Faraja Zawadi a été promue directrice d'un média privé local à Bideka, dans le même territoire de Walungu. Cependant, certains de ses collègues masculins n'ont pas su accepter son nouveau statut de directrice des médias et elle a été contrainte de démissionner. « J'ai reçu plusieurs menaces. On m'a clairement dit qu'en tant que femme, je n'avais pas le droit de dire aux hommes ce qu'ils devaient faire ou de les critiquer », dit-elle. « Beaucoup pensaient que j'étais inférieure, que je n'avais pas le



En raison des préjugés sexistes, de nombreux promoteurs de médias masculins préfèrent confier la gestion de leurs entreprises médiatiques à des hommes plutôt qu'à des femmes.

droit de diriger un groupe d'hommes. Un jour, le président du conseil d'administration de la station de radio, sans me consulter, a sanctionné un de mes journalistes. En tant que directrice générale, je me suis opposée à la procédure parce qu'il ne pouvait tout simplement pas le faire sans passer par moi. Au milieu de la réunion, il m'a dit franchement : vous êtes une femme, vous n'avez pas le droit de vous opposer à ce qu'un homme décide », se souvient Zawadi.

Nelly Adidja a été promue directrice de la radio et de la télévision de Ngoma ya Kivu (RTNK), une station de radio et de télévision locale privée de Bukavu. C'était une première pour cette station de radio et de télévision. Adidja a travaillé dur, a rattrapé le retard accumulé, a renforcé le signal radio, a amélioré la qualité de l'image à la télévision et a mis en place une solide équipe de rédaction, ce qui a permis d'augmenter considérablement son audience. Mais elle se souvient que cela n'a jamais été facile. Elle se dégonflait lorsque ses collègues réalisateurs ou ses propres subordonnés masculins lui rappelaient qu'elle n'était « qu'une femme ». « Les hommes ont souvent du mal à accepter l'autorité de la femme directrice », dit Adidja.

« Dans les cas où il était nécessaire de punir un agent indiscipliné, il y avait une résistance de la part de certains hommes. Pour eux, je n'étais qu'une femme », se souvient-elle. Nelly a quitté ce poste avant de se consacrer, depuis quelques mois, à la direction des programmes de Mama Radio. Après son départ, le promoteur de RTNK l'a remplacée par une autre femme pour diriger la station.

Mamy Mirindi, directeur de Radio Impact à Uvira, vit la même réalité. Depuis cinq ans, elle est la seule directrice d'une douzaine de médias dans sa ville. Mais être une femme et la directrice d'un groupe d'hommes n'est pas une tâche facile. « Il y a une forte méfiance de la part de certains journalistes juste parce que je suis une femme », admet-elle. « Parfois, je fais une remarque à un subordonné et il me dit impoliment qu'il a déjà une bonne épouse à la maison, que je ne devrais pas lui parler sur ce ton et que je lui dois du respect », dit Mirindi.

Solange Shagayo, directrice de Radio Star, une station de radio pour les jeunes à Bukavu, n'a pas eu autant de difficultés avec ses subordonnés masculins. Cependant, rejoindre l'école des directeurs de médias de sa ville s'est avéré être le véritable défi. « Au début, quand il y avait des réunions de directeurs de médias, je n'étais pas invitée. Certaines personnes n'ont pas mis en avant mes compétences et m'ont insultée en me disant « elle devait être à ce poste parce qu'elle était la petite amie du promoteur ». Parce que j'étais une femme, ils ne pouvaient pas comprendre qu'en raison de mes compétences, je pouvais devenir réalisatrice et diriger une station de radio ». Solange Shagayo dirige sa station de radio depuis dix ans maintenant. Au début, elle était la seule femme directrice de médias à Bukavu, mais elle a été rejointe par cinq autres femmes.

PAS DE DROIT À L'ÉCHEC

Malgré la récente augmentation du nombre de femmes occupant des postes de direction, beaucoup pensent encore qu'elles auront toujours quelque chose à prouver. « Les hommes exigent beaucoup des femmes. Elles ne peuvent pas échouer, sinon les hommes les jugeront sur la base de leur sexe et non sur les difficultés qu'elles rencontrent », déclare Nelly Adidja.

« C'est comme si nous mettions les femmes face à un double défi. Si une femme échoue, ce ne sera pas la faute de la personne mais la faute de son sexe (parce qu'elle est une femme). Mais curieusement, si un homme échoue, ce n'est pas la faute de tous les hommes, c'est la faute d'une seule personne », note-t-elle.

Douce Namwezi partage également cet avis. « Beaucoup d'hommes croient que les femmes vont échouer. Et si une femme fait une erreur, vous entendez que c'était prévisible parce qu'une femme est aux commandes ».

LES ORGANISATIONS EN RDC, FAIRE LA DIFFÉRENCE

Afin de faire accepter l'idée d'avoir des femmes comme leaders dans les médias, plusieurs organisations ont mis en place différents programmes au cours des dernières décennies. En 2003, l'Association des femmes dans les médias (AFEM) a été créée, et mène actuellement des actions de sensibilisation et de formation dans toute la RDC. « L'AFEM est spécialisée dans le plaidoyer pour l'égalité des genres dans les médias. Elle a organisé des formations ciblant les femmes pour les rendre plus compétitives, et elle s'est engagée auprès des hommes dans les médias pour qu'ils soient un soutien aux femmes et non un obstacle. Certains hommes en sont de plus en plus conscients », note Julienne Baseke.

En 2018, l'AFEM a initié une charte sur l'égalité des genres et le respect du genre dans les médias. « Cette charte contient des engagements auxquels les responsables des médias ont adhéré, qui donnent aux femmes les mêmes chances qu'aux hommes lorsqu'elles sont promues dans leurs structures », note Julienne Baseke.

Selon Julienne Baseke, le concept de la charte a rendu les responsables des médias plus conscients des effets de la discrimination sexuelle. « Mais nous devons continuer à promouvoir la charte en organisant notamment plusieurs formations pour impliquer davantage les femmes, les hommes et la communauté dans l'intégration de la dimension de genre ». Parmi les initiatives importantes, l'AFEM a lancé Mama Radio, qui « vise à donner l'exemple et à montrer aux autres promoteurs des médias qu'une femme peut aussi diriger la radio », précise-t-elle.

Les Journalistes pour la Promotion de la Démocratie et des Droits Humains (JPDDH) - une organisation locale pour la promotion des droits humains à travers les médias - organise des activités de sensibilisation de la communauté sur le genre. « Notre objectif principal est de faire comprendre à la communauté que la profession de journaliste est... adaptée aux hommes et aux femmes. Qu'une femme journaliste ne doit pas être soumise à des stéréotypes », déclare Théophile Ombeni, responsable du programme JPDDH. Le JPDDH forme également des journalistes, en mettant l'accent sur les femmes journalistes, par l'intermédiaire de son centre de formation professionnelle, l'École technique de journalisme. « Plus nous avons de femmes bien formées, plus nous sommes convaincus que nous aurons aussi un nombre important de femmes à des postes de direction dans les médias », déclare Théophile Ombeni.

Les organisations locales et internationales contribuent à améliorer la prise en compte du travail des femmes dans les médias. Mais il reste encore beaucoup à faire pour mettre fin à la discrimination sexuelle dans les médias.

CONCLUSIONS DE L'AUTEURE

Les personnes interrogées ont exprimé qu'elles pensent qu'il est nécessaire de travailler à la fois sur la femme journaliste elle-même et sur son environnement social.

« De nombreuses femmes journalistes n'ont pas de bonnes possibilités de formation car celles-ci sont réservées aux hommes. Je pense qu'il faut commencer par là. Les doter de compétences afin qu'elles puissent rivaliser sur un pied d'égalité avec les hommes », déclare Mme Namwezi.

Nelly Adidja est d'accord. « Les femmes doivent également se spécialiser dans certains domaines que les hommes considèrent comme allant de soi, comme la politique, le sport et les enquêtes. Cela leur donnera les mêmes chances », dit-elle.

L'ONG canadienne Journalists for Human Rights travaille avec des journalistes en RDC et mène actuellement un programme de formation de ce type intitulé Canada World : Voix des femmes et des filles. JHR met en œuvre ce programme avec le soutien d'Affaires mondiales Canada. Ce programme est une initiative importante qui s'adresse aux médias, à la société civile et à la communauté, afin d'améliorer la perception de l'image des femmes et de respecter leurs droits.

Les hommes journalistes doivent également être formés aux concepts d'égalité des sexes, afin qu'ils puissent devenir des alliés dans la lutte.

Enfin, Théophile Ombeni estime qu'il est également nécessaire de sensibiliser aux stéréotypes et aux coutumes rétrogrades qui jouent contre les femmes dans les médias. « Il existe plusieurs coutumes locales qui découragent les femmes d'apparaître dans les médias. Par exemple, certaines cultures estiment qu'une femme ne peut pas être journaliste parce qu'elle n'a pas le droit de s'exprimer en public. Les communautés locales et les autorités coutumières doivent être amenées à mettre fin à cette perception et à comprendre qu'une femme journaliste est davantage un atout pour la communauté ».

Depuis 2006, la République démocratique du Congo a adopté une politique visant à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. L'article 14 de la constitution du pays stipule que « les pouvoirs publics s'engagent à éliminer toute discrimination à l'égard des femmes et à assurer la protection et la promotion de leurs droits ».

Le pays a également ratifié plusieurs accords internationaux pour la promotion des femmes, dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

La même démarche a été adoptée par d'autres pays de la région des Grands Lacs, dont le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, qui se sont engagés à lutter contre les discriminations à l'égard de la femme. Mais dans la pratique, la mise en application de ces engagements continue à piétiner : étant donné les coutumes locales, principalement patriarcales, celles-ci discriminent les femmes en donnant plus de place à l'homme qu'à la femme. En plus des coutumes, les religions pratiquées, chrétienne et musulmane principalement, obligent aussi la femme à rester dans l'ombre la privant même du droit à la parole en public.

Tout ceci a un impact négatif sur la perception de l'image de la femme en RDC et généralement dans la région des Grands Lacs.



Bien que certains progrès aient été réalisés, il reste beaucoup à faire. En donnant une image plus positive des femmes journalistes, de nombreux tabous et barrières communautaires seront brisés et les droits des femmes s'amélioreront.

Les accords signés par la RDC, les pays des Grands Lacs et de l'Afrique pour protéger les droits des femmes doivent être appliqués. Les autorités publiques doivent veiller à l'application des lois pour la promotion des femmes et leur protection contre toutes les formes de discrimination. Les activités internationales de plaidoyer devraient donc viser à ce que les autorités respectent leurs engagements.

Bien que certains progrès aient été réalisés, il reste beaucoup à faire. En donnant une image plus positive des femmes journalistes, de nombreux tabous et barrières communautaires seront brisés et les droits des femmes s'amélioreront.

Entrer le domaine des hommes : les défis auxquels sont confrontées les femmes journalistes dans les zones de conflit

PAR : **NISREEN ANABLI**

PAYS : **SYRIE**

Nisreen Anabli est une journaliste syrienne spécialisée dans les droits humains qui a travaillé pendant la dernière décennie pour des médias indépendants et publics. Après 2011, elle a fait des reportages sur les droits humains en Syrie et dans les communautés syriennes des pays d'accueil voisins pour des journaux panarabes. Basée à Istanbul, en Turquie, et travaillant actuellement pour des médias indépendants, Nisreen Anabli est journaliste de premier plan dans les efforts visant à mettre fin à la violence basée sur le genre au sein de sa communauté.



RÉSUMÉ

Ce document de recherche, rédigé par une journaliste syrienne vivant actuellement en Turquie, porte sur les défis auxquels sont confrontées les femmes journalistes dans les zones de conflit en Syrie et dans les pays d'accueil voisins. La journaliste a préparé ce document à partir de trois sources : son expérience personnelle, des entretiens avec 12 femmes journalistes et des reportages sur l'égalité des sexes et les femmes dans les médias syriens. L'auteure explore les expériences des femmes journalistes syriennes aussi bien avant le début de la révolution syrienne en 2011 qu'après, lorsque des institutions médiatiques alternatives sont apparues, en dehors du régime.

Ce document explique les risques sécuritaires et sociaux qui empêchent les femmes journalistes de remplir leurs fonctions de manière optimale. Il examine également la façon dont les sociétés traditionnelles et conservatrices perçoivent les femmes travaillant dans les médias. Enfin, il examine les politiques d'égalité des genres, ainsi que la manière dont les femmes sont systématiquement exclues des postes administratifs. L'absence des femmes aux postes de direction a de nombreux effets néfastes : les médias qui en résultent passent sous silence de nombreux problèmes sensibles auxquels les femmes sont confrontées en temps de guerre, les femmes sont présentées de manière négative ou stéréotypée dans les médias, et les femmes journalistes ont une liberté limitée pour choisir les sujets à traiter.

En conclusion, le document de recherche fournit quelques recommandations aux responsables de la gestion des institutions médiatiques et des organisations de la société civile, en particulier en Syrie, ainsi qu'aux organismes de financement et de la communauté internationale.

AVANT LA RÉVOLUTION SYRIENNE

Les femmes journalistes ont été confrontées à de nombreux défis avant même le déclenchement du conflit syrien en 2011. Nous étions souvent cantonnées à des reportages sur certains domaines, tels que la société, les services, les arts et les programmes de divertissement. Les femmes étaient sous-représentées dans la presse politique. Lorsque j'ai commencé à travailler pour le journal Al-Thawra, qui est l'un des journaux officiels du régime, on m'a confié la tâche de faire la couverture de presse des expositions d'art et d'écrire des articles culturels. La majorité des femmes journalistes étaient des spécialistes des affaires culturelles, sociales et artistiques, tandis que les rubriques et articles politiques et économiques étaient le domaine des hommes journalistes. À la télévision, les femmes se limitaient à présenter des bulletins d'information, tandis que les talk-shows politiques et économiques étaient confiés aux hommes.

Souvent, les chances des femmes journalistes de décrocher un emploi dans les journaux officiels étaient fonction de leur apparence physique. En outre, les organisations sont parfois tenues d'avoir une femme symbolique dans leur personnel ; lorsque j'étais une journaliste fraîchement diplômée, un rédacteur en chef m'a proposé de publier des rapports et des articles sous mon nom sans que j'écrive un seul mot. Il voulait utiliser mon nom féminin, mais il ne me faisait pas confiance pour écrire les rapports moi-même.

Les connexions ont également joué un rôle important pour assurer aux femmes leur emploi. Le Club des journalistes de Damas était un lieu où l'on pouvait faire des rencontres et trouver des emplois. En outre, les connexions jouaient un rôle important dans l'emploi. Les femmes journalistes qui sont liées à la structure du pouvoir du régime avaient - et ont toujours - un avantage en matière d'emploi dans n'importe quel secteur. Cet avantage est particulièrement évident dans le secteur des médias, qui n'embauche pas beaucoup de monde et qui est facilement manipulé par les forces de sécurité qui menacent les journalistes ou les tentent avec des passe-droits pour orienter la ligne éditoriale. Cette pratique a conduit à une diminution de la confiance du public envers les médias existants.

Avant la révolution, les femmes dans les médias subissaient beaucoup de harcèlement, plus souvent que dans d'autres secteurs. Les politiciens n'étaient pas intéressés par la promulgation de lois et de réglementations visant à protéger les femmes journalistes contre l'exploitation, le harcèlement sexuel et l'extorsion. Il était très fréquent de voir des hommes âgés harceler des jeunes femmes journalistes. Nous, les femmes, n'avions aucun recours car la plupart des harceleurs étaient des personnes influentes ayant des relations solides avec des personnalités éminentes de l'État, et étaient donc protégés par leur influence et leur autorité. Par exemple, lorsque j'ai été harcelée par le frère de l'ambassadeur syrien au Koweït, qui travaillait comme rédacteur en chef dans un journal officiel, je n'ai pu que quitter mon travail car il n'y a pas de lois ou de groupes auxquels je pouvais demander de l'aide. J'avais peur qu'il n'exerce des représailles et ne me diffame - une pratique courante.

Malgré la présence d'un bon nombre de femmes journalistes travaillant dans les journaux du régime, ces femmes étaient loin d'être les décideurs. Elles n'étaient pas en mesure d'orienter le discours. Dans le cadre de mon travail et de mes déplacements entre plusieurs journaux, je n'ai jamais rencontré de femme journaliste

Syrie : Contexte du pays

Après des décennies de plaidoyer de la part des acteurs civiques syriens pour faire avancer l'égalité des sexes en Syrie, en mars 2020, le parlement syrien a réformé une loi qui avait auparavant réduit la peine pour les crimes d'honneur. Avec cette réforme, les crimes d'honneur sont désormais traités comme des crimes. Toutefois, il faut noter que les femmes syriennes représentent moins de 12 % des membres du parlement.

La discrimination et les inégalités politiques, sociales et économiques se reflètent également dans le secteur des médias (MENA Gender Equality Profile, UNICEF, 2011). Bien que la représentation des femmes dans les médias syriens émergents ait atteint 54 % en 2017, seuls 4 % des journalistes de haut niveau sont des femmes. La représentation des femmes dans les services d'information des stations de télévision est de 43,9 %, alors qu'elles ne représentent que 6,5 % des directeurs de télévision (Women in Emerging Syrian Media, Réseau des femmes journalistes syriennes, 2017).

occupant un poste important, à l'exception d'une femme qui était rédactrice en chef du journal Tishreen.

L'absence de femmes à des postes de décision a non seulement laissé les femmes exposées au harcèlement, mais a également influencé la manière dont les médias ont présenté les questions relatives aux femmes. Par exemple, le traitement par les médias syriens de nombreuses questions sensibles comme les « crimes d'honneur » a présenté les femmes comme des agresseuses qui méritent d'être punies, et les hommes comme des « héros » qui méritent d'être loués pour leurs crimes. Ces incidents ont été traités comme des divertissements et n'ont pas fait l'objet d'une couverture médiatique sérieuse. Souvent, ils ont ignoré la vérité sur les auteurs masculins et n'ont pas réussi à faire pression pour que justice soit rendue aux victimes. Les médias ont reflété et même renforcé les attentes de la société sur la question des crimes d'honneur.

APRÈS LE DÉBUT DE LA RÉVOLUTION SYRIENNE

Après 2011, le conflit et les actions violentes du régime ont forcé les médias émergents et beaucoup de leurs journalistes à se déplacer ou à quitter le pays. Les forces de sécurité ont exercé des représailles contre toute personne diffusant en continu ou en différé des informations sur les violations des droits humains commises par le régime. Le journal Enab Baladi, le magazine Souritna, ainsi que de nombreux médias ont perdu des collègues et ont été contraints de quitter la Syrie et de travailler à partir de la Turquie. Les femmes journalistes voulaient communiquer au monde extérieur la réalité de ce qui se passait sur le terrain, et les femmes étaient motivées pour s'engager dans le travail médiatique en tant qu'activistes et journalistes. Le fait que ces femmes soient issues d'environnements sociaux très conservateurs, qui s'opposaient fortement au travail des femmes, témoigne de leur volonté de s'engager dans les médias. Les femmes voulaient faire leurs preuves et changer l'idée dominante selon laquelle les femmes étaient inefficaces en situation de crise.

Malheureusement, la représentation des femmes dans le domaine des médias est restée faible. Les médias d'opposition ont plus de liberté que ceux du régime, mais le statut des femmes journalistes n'a pas changé, ni en termes d'opportunités, ni en termes de lois. Seules quelques femmes journalistes ont pu obtenir des postes administratifs dans ces institutions.

Malheureusement, certaines organisations de médias ont augmenté leur nombre de femmes journalistes uniquement pour satisfaire les organismes de financement, et non parce qu'elles croient en la nécessité de la participation des femmes journalistes. C'est le cas tant en Syrie que dans les pays où les médias syriens travaillent, comme la Turquie.

C'est pourquoi des postes de direction sont encore attribués à des hommes même s'ils ne sont pas qualifiés professionnellement. Je me souviens que le directeur de la salle de rédaction d'une des stations de radio syriennes où j'ai travaillé en Turquie n'avait qu'un diplôme d'études secondaires. La plupart des organisations de médias d'opposition dans lesquelles j'ai travaillé étaient dirigées par des hommes, dont certains n'avaient aucune expérience dans le domaine des médias.

Souvent, ces dirigeants ne s'intéressaient pas aux questions que les femmes journalistes voulaient mettre de l'avant. Par exemple, je voulais publier un article de presse sur le

problème du manque de fournitures médicales mensuelles pour les menstruations pour les femmes dans les camps et les zones assiégées en Syrie. Je me suis efforcée de convaincre le rédacteur en chef de l'importance de faire la lumière sur ce problème. J'ai été ridiculisée et intimidée par mes collègues masculins qui pensaient que la question des fournitures médicales mensuelles pour les menstruations pour les femmes franchirait une « ligne rouge » selon les normes de nos sociétés conservatrices. Ils avaient une vision étroite des problèmes et des besoins des femmes en temps de guerre, qu'ils résumaient par un simple manque de nourriture.

Il n'y a eu aucune amélioration après le début de la révolution : les médias d'opposition n'avaient toujours pas élaboré de règlement interne pour respecter la vie privée des femmes journalistes ou les protéger contre l'exploitation et le harcèlement sexuel. Selon une enquête menée par le Réseau des femmes journalistes syriennes en octobre 2019 dans le cadre du Programme de sécurité et de sûreté, environ 26 % des femmes journalistes participantes ont été victimes de harcèlement direct (10 % ont signalé un harcèlement sexuel, et 31 % des abus liés à leur sexe ou à leur genre). 70% des personnes interrogées ont confirmé qu'il y avait eu une augmentation de la violence à laquelle les femmes journalistes syriennes sont confrontées, y compris la violence en ligne et la violence directe.

**22 violations
contre les
femmes dans les
médias ont été
documentées
en Syrie depuis
le début de la
révolution syrienne**

MENACES PHYSIQUES CONTRE LES FEMMES JOURNALISTES DANS LES ZONES DE CONFLIT

La Syrie se situe à la 174^e place sur 180 pays dans le classement mondial de la liberté de la presse 2020 en raison des violations commises contre les journalistes. Depuis le début de la guerre, les femmes journalistes sont confrontées à de nombreux risques, obstacles et défis.

Selon le rapport publié par l'Association des journalistes syriens intitulé « Les femmes journalistes : réalité et défis, 2017 »¹, 22 violations contre les femmes dans les médias ont été documentées en Syrie depuis le début de la révolution syrienne. Cela inclut six femmes journalistes qui ont été tuées, 12 cas d'arrestation et d'enlèvement, et six autres violations qui incluent des blessures, des coups, des menaces, de la violence et des pressions pour les empêcher de travailler dans les médias. Des sources médiatiques associées au régime ont rapporté que trois femmes journalistes ont été tuées par des obus de mortier tirés par les factions de l'opposition.

En outre, les femmes qui ont été détenues ont été victimes de harcèlement et de viol dans les centres de détention. Non seulement c'est une tragédie pour les femmes qui ont subi ces abus, mais cela signifie également que toute femme qui est arrêtée, même pour une courte période, est soupçonnée d'avoir été violée et est par conséquent stigmatisée.

Les femmes journalistes sont confrontées à des défis supplémentaires lorsqu'il s'agit de se déplacer dans le pays pour faire des reportages. Il existe des barrières de sécurité et des points de contrôle, et les transports sont limités dans les points chauds. En 2012, lorsque la ville d'Alep a été divisée en deux parties, une partie contrôlée par l'opposition à l'est et une partie contrôlée par le régime à l'ouest, il m'a été difficile de voyager entre les deux parties pour documenter ce qui se passait, en raison des violents affrontements

1. Le site web de la SYJA est actuellement en cours de révision et ce rapport a été retiré.

et de la coupure totale de l'électricité dans la ville. Le harcèlement des femmes aux barrières de sécurité augmente dans des conditions de chaos et d'insécurité.

PRESSION SOCIÉTALE SUR LES FEMMES JOURNALISTES

Les contraintes familiales et le stress sont des facteurs importants dans la décision d'une journaliste de partir ou non en mission. La famille d'une journaliste s'inquiète quotidiennement du fait qu'elle puisse être assassinée, arrêtée ou portée disparue.

L'un des obstacles que j'ai rencontrés lors de ma présence dans les quartiers est de la ville d'Alep était que la société n'acceptait pas les femmes journalistes parce qu'elle était extrêmement conservatrice. Il était inacceptable que des femmes occupent des emplois que les chefs religieux considèrent comme masculins. Pour cette communauté, il était répréhensible de voir une fille sans son hijab (foulard). Il y avait des attentes sur le type de vêtements et sur mon apparence extérieure. En outre, certaines personnes refusaient de traiter avec moi ou de me donner des informations parce que j'étais une femme. Il est important de noter que ce problème existe toujours dans les territoires contrôlés par l'opposition (nord-ouest) car certains responsables de conseils locaux, d'organismes et d'organisations en Syrie refusent de m'accorder un accès de presse parce qu'ils ne côtoient pas de femmes.

Dans d'autres villes syriennes comme Idlib, Raqqa, Deir ez-Zor, et dans les campagnes aux alentours de Damas, qui sont sous le contrôle de factions de l'opposition et de groupes islamiques militants, les femmes journalistes risquent d'être assassinées ou enlevées par des militants. Elles ne bénéficient d'aucune protection de la part de la communauté ou des factions militaires sur lesquelles elles faisaient des reportages. L'une des personnes interrogées réside dans la campagne d'Idlib, dans le nord de la Syrie, et travaille comme reporter pour une chaîne de télévision en Turquie. Elle dit qu'elle trouve difficile de couvrir les violations commises par certaines factions contre les civils car elle a peur d'être exposée en tant que journaliste et d'être ensuite tuée. La journaliste Ruqia Hassan a été arrêtée par l'EIIL à Raqqa en 2015. Elle a été tuée pour avoir communiqué avec des parties étrangères.

De nombreuses femmes journalistes reçoivent des menaces de mort par voie électronique. Elles sont accusées d'athéisme ou de blasphème, des accusations portées par des partisans et des membres de factions islamiques contre toute personne s'intéressant aux violations commises par ces factions contre les civils. Une militante des médias qui a été expulsée de la Ghouta orientale a déclaré avoir reçu des messages sur Facebook menaçant de la tuer parce qu'elle avait critiqué les pratiques de l'Armée de l'islam, un groupe militant qui contrôlait la région. L'Armée de l'islam est responsable de l'enlèvement de la militante Razan Zaitouneh, qui a fondé le premier bureau des médias pour les comités de coordination dans la ville de Douma en Ghouta orientale en 2013. Son sort reste inconnu.

LES DÉFIS À RELEVER POUR COUVRIR LES PROBLÈMES DES FEMMES ET LES VIOLATIONS EN TEMPS DE GUERRE

Les femmes journalistes sont particulièrement exposées aux menaces et aux brimades lorsqu'elles tentent de couvrir les violations des droits des femmes dans les sociétés

islamiques traditionnelles, telles que la violence liée au genre (y compris l'exploitation et les abus sexuels), le mariage des enfants, le mariage précoce et le mariage forcé. La culture locale de la communauté donne la priorité à la famille et à la tribu, et elles résistent à la couverture médiatique des violations des droits des femmes. Même dans les institutions médiatiques de l'opposition, les questions relatives aux femmes sont considérées comme marginales et superficielles, et la couverture médiatique des violations est restreinte. Celles-ci donnent la priorité aux informations militaires et de terrain, sans examiner l'impact du conflit sur la vie des femmes.

Par exemple, j'ai voulu couvrir le fait que les femmes dans les camps de réfugiés étaient harcelées par les travailleurs humanitaires chargés de distribuer l'aide d'urgence. Mais il y a eu de la résistance. Les membres de la communauté locale considéraient ces accusations comme offensantes pour la réputation et l'honneur des femmes. En effet, les femmes elles-mêmes ont été blâmées et les harceleurs n'ont été ni exposés ni punis.

Les journalistes que j'ai interrogées pour ce rapport ont déclaré qu'elles avaient du mal à prouver les violations commises contre les femmes dans les zones de conflit. De nombreuses femmes maltraitées hésitent à parler de ce qui s'est passé parce qu'elles craignent de nouvelles persécutions ou même des menaces de la part de leur propre famille et de la communauté. La journaliste elle-même peut recevoir des menaces, surtout lorsqu'elle travaille à titre de pigiste et qu'elle n'est pas soutenue par une institution ou un parti officiel. Cela risque encore plus de se produire si elle est une journaliste locale et qu'elle appartient à la communauté où les violations ont eu lieu.

Une journaliste à qui j'ai parlé et qui dirigeait une association de femmes pour l'autonomisation des femmes à Idlib a parlé de menaces de harcèlement et de diffamation. Les résidents locaux pensaient que son activité journalistique et féministe représentait un danger pour les filles et répandait la corruption morale. Elle a été menacée d'être poursuivie devant le tribunal de la charia du Comité de libération du Levant, Hay'at Tahrir Al-Sham, si elle continuait à effectuer des visites sur le terrain dans les maisons et les camps afin d'éduquer et de soutenir les femmes.

Certains médias couvrent les violations commises contre les femmes pendant les conflits, mais ils ont tendance à minimiser les incidents en les présentant comme des cas individuels. Cette démarche ne tient pas compte de la manière dont la structure de la société crée les problèmes à la racine. Par exemple, les femmes sont souvent victimes de harcèlement dans les salles de bain communes des camps de réfugiés. Elles continuent de demander plus de salles de bain pour leur permettre d'avoir de l'intimité. Les cadres masculins des médias ne comprennent pas que les femmes sont mises en danger chaque fois qu'elles vont aux toilettes. Mais cette question n'est pas considérée comme importante. Ils préconisent plutôt une couverture de la façon dont les femmes se battent à cause des pénuries de nourriture, parce qu'elles ont perdu leur soutien de famille et leur maison. Ce sont des questions que les hommes peuvent comprendre.

CONCLUSIONS DE L'AUTEURE

De nombreux problèmes se recoupent et doivent être résolus afin de donner aux femmes journalistes toutes les chances de réussir.

En Syrie et dans d'autres zones de conflit, les acteurs civiques, y compris les organismes communautaires, les organisations de défense des droits des femmes et les organismes médiatiques doivent plaider en faveur de réformes législatives qui encouragent l'égalité des sexes en matière de spécialisation, de promotion à des postes de haut niveau et en matière de salaires pour les journalistes. Les institutions médiatiques doivent adopter des règlements ou des codes de conduite qui garantissent une protection juridique aux femmes journalistes en cas de violation ou de préjudice psychologique ou sexuel. Elles devraient également fournir un soutien institutionnel complet aux femmes journalistes, y compris une assurance, des congés de maladie et d'autres ressources disponibles au cas où elles seraient exposées à un préjudice ou une menace physique de la part de l'une des parties dans une zone de conflit.

Enfin, les acteurs civiques, notamment les organisations de la société civile, les organisations communautaires, les organisations religieuses et les structures de pouvoir informelles (qui sont dominantes dans certaines régions du Moyen-Orient) devraient s'efforcer de changer la perception dominante des femmes journalistes dans les communautés locales et de sensibiliser à l'importance de leur travail dans le domaine journalistique.

Sans pression internationale, nombre des suggestions ci-dessus ne seront pas prises en compte. Par conséquent, je suggère également que la communauté internationale demande aux organisations de médias qui reçoivent des fonds internationaux de rendre compte de leur mise en œuvre.

Les organismes médiatiques en Syrie et dans d'autres pays arabophones du Moyen-Orient ont tendance à s'appuyer sur les organisations internationales de développement des médias pour le financement et/ou le renforcement des capacités. Ces organisations internationales ont le pouvoir, avec ces organismes médiatiques, d'exiger l'adoption de codes d'éthique, de règlements et de politiques susceptibles de protéger les femmes journalistes.

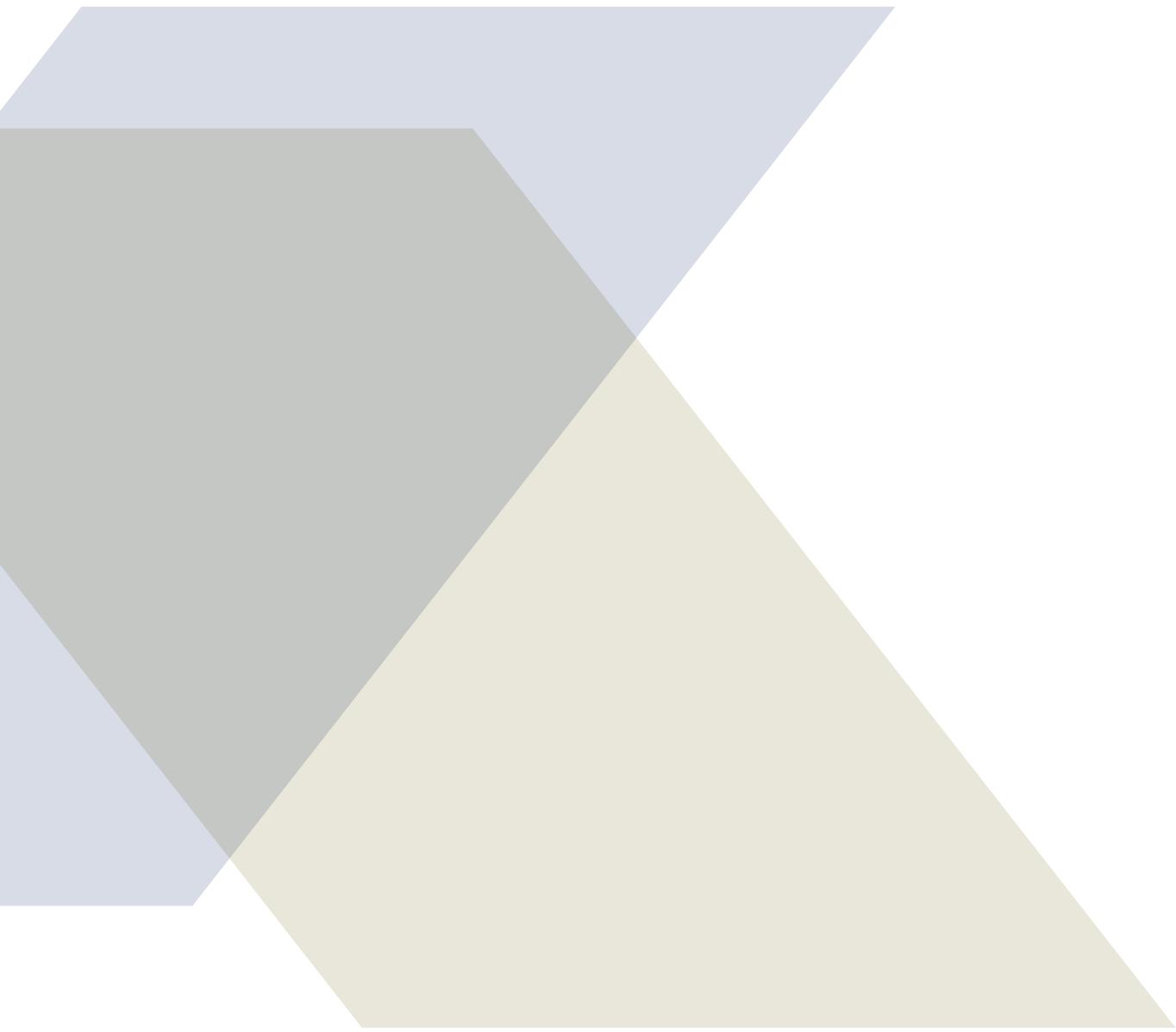
Les organisations internationales de développement pourraient également observer, surveiller et faire rapport sur la mise en œuvre appropriée des codes et politiques adoptés.

Ces suggestions seraient applicables dans de nombreux pays touchés par un conflit et où les droits des femmes ne sont pas reconnus par la société et la loi.

Remerciements

Rachel Pulfer tient à remercier Maria Ressa, Nana Abuncan, Kathy English, Sally Armstrong, Lisa LaFlamme, Rodney Sieh et Erin Millar pour avoir pris le temps de partager leur sagesse et leur expérience avec elle pour l'article d'introduction de ce document. La Commission canadienne pour l'UNESCO et Journalists for Human Rights aimeraient également remercier Kendall Anderson, rédactrice en chef, et l'équipe de JHR, Zein Almoghraby, Aicha Touré et Nesreen Abusultan, et Moro Siaka Diallo, ainsi que Karyn Pugliese, Sandra Bashengezi, Nisreen Anabli, Sarada Peri, Ana Serrano et Helen Clark pour avoir aidé à faire comprendre pourquoi les femmes, et en particulier les femmes journalistes, se retrouvent en arrière plutôt qu'en avant. Les deux organisations les remercient aussi pour leurs idées sur la manière d'améliorer la situation des femmes dans les médias.

Pourquoi tout cela est-il si important? En bref, parce que le leadership féminin est important. Nous avons constaté de fortes disparités dans les résultats entre les pays dirigés par des femmes compétentes et les pays dotés de dirigeants populistes quant à la réponse de leur gouvernement face à la menace du coronavirus. La question de la promotion des femmes dans les médias et dans la société a le potentiel de transformer notre façon de vivre et de nous gouverner - pour le plus grand bien de toutes et de tous.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Commission
canadienne
pour l'UNESCO



jdh | Journalistes pour
les Droits Humains